



HAL
open science

Trajectoires de militants clandestins basques : six décennies de conflit

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Trajectoires de militants clandestins basques : six décennies de conflit. SociologieS, 2020, La recherche en actes : Champs de recherche et enjeux de terrain, 10.4000/sociologies.14316 . hal-02902399v2

HAL Id: hal-02902399

<https://hal.science/hal-02902399v2>

Submitted on 13 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRAJECTOIRES DE MILITANTS CLANDESTINS BASQUES : SIX DECENNIES DE CONFLIT¹

Paths to clandestinity in Basque country through six decades of conflict

Caroline GUIBET LAFAYE²

Résumé : Des études généralistes sur les organisations clandestines ont suggéré une évolution temporelle des modalités de recrutement au sein de ces dernières ainsi que du rapport à la violence de ceux et celles qui y entraînent (Della Porta, 2013). Une enquête de sociologie empirique réalisée auprès de 64 membres d'organisations illégales basques apporte un autre regard sur les générations militantes d'ETA et d'Iparretarrak. Elle permet de mettre à l'épreuve l'hypothèse à la fois d'un changement dans les formes d'intégration dans la clandestinité mais aussi d'une transformation des motifs d'engagement et des registres de légitimation de la lutte au fil des générations. Nous envisagerons en outre les effets de la répression et des évolutions du contexte macrosocial sur les représentations du conflit de part et d'autre de la frontière.

Mots-clés : Terrorisme, violence, générations, ETA, engagement politique.

Abstract: Generalist studies of underground organizations have suggested a temporal shift in the patterns of recruitment into them and in the relationship to violence of those who enter them (Della Porta, 2013). An empirical sociological survey of 64 members of Basque illegal organizations provides another perspective on the militant generations of ETA and Iparretarrak. It tests the hypothesis of a change in the forms of integration into clandestinity through decades. It also inquires the hypothesis of a transformation of the reasons for involvement and of the repertoires of legitimisation of the struggle over the generations. In addition, we will consider the effects of repression and historical changes in the macro-social context on the representations of the conflict on both sides of the border.

Key words: Terrorism, violence, generation, ETA, political commitment.

Sumario: Los estudios sobre las organizaciones clandestinas han sugerido un cambio temporal en las pautas de reclutamiento en ellas y en la relación con la violencia de quienes entran en ellas (Della Porta, 2013). Una encuesta sociológica empírica de 64 miembros de organizaciones ilegales vascas proporciona otra perspectiva sobre las generaciones militantes de ETA e Iparretarrak. Prueba la hipótesis de un cambio en las formas de integración en la clandestinidad y también de una transformación de los motivos de participación y de los registros de legitimación de la lucha a lo largo de las generaciones. Además, consideraremos los efectos de la represión y los cambios en el contexto macrosocial en las representaciones del conflicto a ambos lados de la frontera.

Palabras clave: Terrorismo, violencia, generaciones, ETA, compromiso político.

¹ Ce texte constitue le document de travail à partir duquel a été constitué l'article « Trajectoires de militants clandestins basques : six décennies de conflit », *SociologieS* (AISLF), Université Toulouse Jean Jaurès, octobre 2020, <https://journals.openedition.org/sociologies/14316>. [ISSN électronique : 1992-2655]

² CNRS, Lisst (UMR 5193 - Université de Toulouse Jean Jaurès). Contact : caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr; c.guibetlafaye@wanadoo.fr.

« À l'époque, ce n'était pas comme aujourd'hui. Auparavant, lorsque vous entriez dans un commando armé [d'ETA], vous étiez déjà passé par différents types d'activités plus générales. Vous atteignez cela un peu comme une acmé... Plus aujourd'hui. Les gens entrent directement dans le commando armé et prennent les armes » (Reinares, 2001, p. 36).

Introduction

Le Pays basque nord (Iparralde - partie française) et sud (Hegoalde - partie espagnole) surtout a été la scène de décennies de conflit entre États centraux et militants politiques dont certains ont privilégié l'option de l'action clandestine. Du côté de la gauche abertzale (*i.e.* patriote), celle-ci a principalement été menée au sud par *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) et au nord par Iparretarrak (IK). ETA voit le jour le 31 juillet 1959, alors que la première action d'IK a lieu le 11 décembre 1973 et que les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA), dont les membres sont issus d'ETA et que nous évoquerons dans le cours de ce développement, commencent à œuvrer en 1976¹. Au cours de ces décennies, plusieurs générations de militants se sont succédées dans ETA et IK.

Bien que ces trois formations présentent des différences structurelles et organisationnelles fortes, les trajectoires de leurs militants présentent des points de similitudes ainsi que des nuances qui méritent d'être soulignées. Des milliers de militants ont contribué aux actions menées par ETA, organisation de lutte armée qui a connu la plus longue durée de vie en Europe occidentale². IK a déployé ses actions jusqu'en avril 2000 en parvenant à mobiliser environ 150 personnes au cours de son histoire, commandos, organisation politique et infrastructure confondus. La longévité des CAA a été bien moindre puisqu'après l'exécution, le 23 février 1984, d'Enrique Casas Vila, sénateur socialiste, candidat aux élections en Guipúzcoa (Hegoalde) et pièce maîtresse de la coordination des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL), le commando auteur de l'attentat et réfugié en Iparralde est pris dans une embuscade le 22 mars 1984 à Pasajes où quatre de ses membres sont tués. Cette liquidation signe la fin des Commandos Autonomes.

La littérature qui s'est intéressée à ETA et aux formations clandestines en général a suggéré l'existence de deux générations de militants (voir Della Porta, 2013, p. 131). Ces deux générations se distingueraient par des critères à la fois sociodémographiques, par leur environnement politique et leur attitude à l'égard de la violence. L'enquête que nous avons réalisée et son analyse révèlent les limites de cette interprétation, en soulignant *a contrario* une très forte continuité dans l'attitude des générations de militants, en particulier, face à la violence politique. S'agissant d'ETA, les études générationnelles sont rares si l'on excepte celle proposée par Fernando Reinares (2004) s'attachant à l'évolution des profils sociodémographiques des membres de l'organisation entre 1977 et 1998. Cette étude repose sur l'exploitation statistique de 600 dossiers judiciaires de cette période, traités par le tribunal central d'instruction, rattaché à l'Audience Nationale, lequel se consacre exclusivement à des inculpations pour des faits de terrorisme. Notre étude de sociologie qualitative exploite des données primaires à partir d'un groupe bien plus restreint et propose une approche non

¹ Les CAA réalisent des actions militaires contre les forces de l'ordre en soutien à la répression qui s'abat sur ETA et portent une conception de la lutte armée comme soutien renforcé aux mouvements ouvriers et populaires. Sans être à strictement parler une scission d'ETA, la plupart de ses membres, inspirés par l'héritage marxiste mais aussi assembléiste et antiautoritaire, en sont issus.

² ETA s'est dissoute le 3 mai 2018 après presque 60 ans d'existence.

quantitative des trajectoires militantes. Néanmoins elle autorise, d'une part, l'identification de « micro-cohortes » (Whittier, 1997), nées entre les années 1940-1980 et ayant participé à un même mouvement protestataire. D'autre part, elle contribue à dévoiler les mécanismes complexes à l'origine de l'engagement clandestin ainsi que les motivations y présidant.

Notre propos consistera donc spécifiquement à élucider, à partir des trajectoires de vie et à un niveau microsociologique, les motivations de militants et les registres de légitimation convoqués par des acteurs qui se sont engagés dans un conflit dont la durée a été, en Europe occidentale, exceptionnellement longue. Comment les représentations de l'engagement militant illégal se structurent-elles ? Évoluent-elles au fil des générations ? Quels facteurs les modifient-elles ? Le changement de contexte en Espagne, passant une dictature à une démocratie représentative, joue-t-il un rôle décisif dans la structuration des représentations militantes ? Ces représentations et les registres de légitimation qui les accompagnent sont-ils le fruit d'un environnement familial et d'une « éducation continue à la cause abertzale » (Crettiez, 2011) ? Le motif de la lutte pour la reconnaissance d'une identité mise en péril, dans des pays perçus comme déployant des stratégies assimilatrices, est-il pérenne en dépit des évolutions institutionnelles en Espagne et en France ? Si certains des mécanismes de l'engagement clandestin se retrouvent dans l'ensemble des trajectoires politiques des militants rencontrés, des nuances se dessinent qu'elles concernent les motivations individuelles, les processus de recrutement, les réseaux mobilisés par ce dernier, la progressivité de l'intégration clandestine, le rapport à la répression et au contexte sociopolitique, le sens que l'engagement a à leurs yeux.

Le présent article soulignera ainsi l'utilité de l'analyse microsociologique pour saisir la complexité des parcours d'engagement clandestin au Pays basque et la diversité des interactions entre facteurs macro, méso et microsociologiques pesant sur ces trajectoires. Eu égard à la littérature secondaire évoquée, il complétera avec profit le recueil des données primaires relatives aux militants illégaux impliqués dans la lutte abertzale. La méthodologie qualitative contribue en particulier à dégager, sur le plan subjectif, les motivations et les mobiles ayant animé ces acteurs et, sur le plan cognitif, le rapport à la violence dans l'élaboration individuelle des représentations de ce conflit. L'étude de ces dernières autorisera une lecture critique des conclusions antérieurement établies sur le rapport de ces générations successives d'activistes à la violence (Reinares, 2001 ; Della Porta, 2013) et mettra en lumière le type de motivations qui les animent à travers trois générations. Elle complétera les recherches sur l'activisme armé au Pays basque dont les travaux anciens sont soit de facture comparative (Crettiez, 1997, 2006 ; Crettiez et Sèze, 2017) soit, pour les plus récents, consacrés à l'évolution stratégique du nationalisme basque (Leonisio *et al.*, 2017), à la rhétorique argumentative mobilisée dans la description de la violence politique au Pays basque (Alonso et Molina, 2017), à la division sexuelle du travail politique au sein de la gauche abertzale (Lacroix, 2011) ou aux carrières des militantes clandestines (Guibet Lafaye, 2020b).

Dans ce qui suit et après une brève présentation méthodologique, nous envisagerons dans un premier temps l'évolution des parcours militants au fil des générations de militants abertzales. Nous considérerons ensuite la transformation des motifs d'engagement et des registres de légitimation de la lutte ainsi que les effets de la répression comme du contexte macrosocial sur les représentations du conflit. Enfin, nous reviendrons de façon critique sur les analyses qualitatives des générations d'activistes d'ETA proposées dans la littérature secondaire s'agissant en particulier de leur rapport à la violence politique.

1. Méthodologie et contexte d'analyse

1.1 PRESENTATION DE L'ENQUETE

L'enquête de sociologie qualitative que nous avons menée propose une approche empirique des trajectoires de militants ayant eu des parcours politiques illégaux. Elle associe plusieurs techniques de recueil de données en particulier primaires à travers des entretiens semi-directifs. Les 64 entretiens menés avec des militants d'organisations clandestines basques élargissent le champ empirique de la recherche dans le domaine et présentent une contribution remarquable à la littérature fondée sur des données de terrain, en particulier pour les études sur le Pays basque. Une pluralité de techniques d'agrégation de données a été convoquée : (1) 64 entretiens semi-dirigés avec des membres d'organisations clandestines (ETA, IK, CAA) qui les ont intégrées entre les années 1960 et le début des années 2000 ; (2) des biographies et autobiographies rédigées par des membres de ces organisations¹ ; (3) des archives (tracts, images, communiqués des organisations, déclarations²) ; (4) des journaux et magazines en français et en castillan³ ; (5) des documents gouvernementaux officiels (débats parlementaires, rapports officiels, rapports de police, décisions de justice) ; (6) une exploitation systématique des sources secondaires.

Contrairement à nombre de travaux fondés sur des entretiens semi-directifs, nous avons fait le choix de rencontrer des militants ordinaires plutôt que des cadres de l'organisation⁴. Nous les désignons comme militants « clandestins », non pas au sens que leur groupe confère à ce terme (*i.e. liberados* pour ETA), mais au sens de la langue française, c'est-à-dire « qui existe, fonctionne, se fait de manière secrète, en dehors de ceux qui exercent l'autorité, à l'encontre des lois établies, de la procédure normale et licite » (*Trésor de la Langue Française*) dont la signification est synonyme d'« illégal ». Cette acception permet ainsi de désigner les militants « en clandestinité » au sens strict, c'est-à-dire recherchés, en cavale et ceux gardant un pied dans la société civile mais agissant illégalement pour le groupe auquel ils appartiennent. Les cadres et les porte-paroles des organisations présentent une propension et une facilité plus grandes à accepter les entretiens. En revanche, parmi les personnes rencontrées, la plupart témoignaient pour la première fois. On peut s'interroger sur les raisons qui les y ont poussées. La confiance et le crédit portés dans nos « fixeurs » ainsi que la forme d'engagement moral qui unit les membres de ce type d'organisations ont levé les barrières et nous ont permis de rencontrer un nombre conséquent de militants. De ce point de vue, l'appréciation par les « fixeurs » de la pertinence du travail mené et des questions posées a joué un rôle notable dans les conditions de possibilité de l'enquête. Au-delà de la loyauté à l'égard de nos intermédiaires, les enquêtés souhaitaient pouvoir présenter « leur » point de vue

¹ Voir Clark, 1986 ; Alcedo Moneo, 1994, 1996 ; Antolín, 1997 ; Idigoras, 2000 ; Zumalde, 2004 ; Uriarte, 2005 ; Mouesca, 2006.

² Il s'agit notamment des documents publiés par ETA après chacune de ses six assemblées ; des documents conservés à la Fondation des Bénédictins de Lazkao puis à la Fondation Mario Onaindia ; des 18 volumes des *Documentos Y*, dans lesquels a été compliquée une large part de la propagande, des documents internes et des bulletins publiés par ETA des origines jusqu'à 1977 (Equipo Hordago, *Documentos Y*, 18 vol., San Sébastian, Hordago, 1979) ; des communiqués de l'organisation dans les journaux *Zutik* (1961-1975), les *Cuadernos* d'ETA (1962-1964), *Branka* (1966-1973), *Barne Buletina* (Bulletin interne d'ETA), *Kemen* (1969-1982), *Hautsi* (1971-1980), *Beriak* (1970-1973), *Saioiak* (1970-1971), *Zutabe* (1980-avril 2018), *Zuzen* (1980-2004), *Gara* (1999-aujourd'hui) et *Berria* (2003-aujourd'hui).

³ En l'occurrence les journaux *ABC*, *Berria*, *Deia*, *Egin*, *El Mundo*, *El País*, *Gara*, *Cambio 16*, *Punto y Hora de Euskal Herria* et *Le Monde, Libération*.

⁴ Pour une démarche analogue sur un autre terrain (le PIRA), voir Bosi, 2012, p. 354

et « leur » version d'une histoire de lutte qui n'a rarement été présentée sous un jour positif dans le discours public dominant¹.

Pour recueillir leurs témoignages, dix séjours ont été réalisés entre juin 2017 et août 2019 en *Euskal Herria* (Pays basque nord et sud) avec des personnes ayant été impliquées dans les organisations armées ETA, IK, CAA à tous les niveaux, des commandos, à la recherche de fonds, à l'appui logistique (comme le transport d'explosifs, la collecte d'informations, le passage de frontières, l'accueil de clandestins). Ces militants ont été actifs entre la deuxième moitié des années 1960 et le début des années 2000. Les profils des enquêtés ont été choisis afin de permettre une représentation variée en termes d'âge, de région, d'origine. Les contacts avec les enquêtés ont été réalisés soit par le biais d'organisations abertzales, soit par l'intermédiaire de personnes ayant participé à l'organisation elle-même, soit grâce à des collègues ayant une familiarité avec la question basque. Chaque personne a été rencontrée dans le lieu de son choix. Avant l'entretien, elle était informée de l'appartenance institutionnelle de l'auteur et de la thématique de l'entretien, en l'occurrence l'engagement politique dans une organisation illégale.

L'entretien s'organisait en deux temps. D'une part et dans une perspective de recueil d'histoires orales (voir Passerini, 1987 ; Thompson, 1988), il était demandé aux personnes de raconter leur trajectoire politique. Dans un second temps, des questions leur étaient posées. Celles-ci s'articulaient en plusieurs parties respectivement consacrées aux motivations de l'engagement politique, au processus de radicalisation et à la répression, à la construction du sens et à la production normative, enfin à l'actualité. Chaque entretien a suivi le même ordre de questions, les personnes ayant été informées préalablement qu'elles pouvaient ne pas répondre à certaines d'entre elles. Au terme de l'entretien, il leur était demandé si elles souhaitaient ajouter quelque chose en lien avec l'entretien (voir Smith, 1995). Dans la majorité des cas, les personnes n'ont été rencontrées qu'une fois mais le plus souvent l'entretien a été accompagné de discussions informelles sur la question basque. À de rares occasions et s'agissant de couples, l'entretien a été mené avec les deux personnes (une occurrence). Les entretiens avec plus d'un individu n'affectent pas toujours négativement le résultat (voir Bosi, 2012, p. 355). Le guide d'entretien a été réalisé après qu'une demi-douzaine d'entretiens a été menée. Il a évolué, concernant la question de l'avenir du conflit au Pays basque, avec le désarmement puis la dissolution d'ETA. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en castillan². Nombre d'enquêtés originaires du sud sont en exil en Iparralde où ils vivent depuis de nombreuses années. Les entretiens ont duré de 32 mn à 4 h. Tous ont été enregistrés. Ils ont ensuite été retranscrits et, pour ceux menés en castillan, traduits. Ils ont fait l'objet d'une analyse thématique détaillée, au sein de chaque entretien et de façon transversale.

L'anonymat ayant été garanti aux personnes rencontrées, un pseudonyme a été choisi au hasard pour chacune d'entre elles³. Il ne reprend pas leur nom de clandestinité. Les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés sont résumées en annexe (Tableau 14). Un tiers des individus rencontrés sont des femmes (20) pour 44 hommes. Lorsque les données

¹ Nous avons abordé en d'autres lieux (Guibet Lafaye, 2019a) le statut qu'il est possible de conférer à la parole des ex-militants des luttes clandestines, en défendant le fait qu'il n'y a pas lieu d'analyser ces discours à partir d'un « exceptionnalisme méthodologique ». En outre, l'enquête a commencé alors qu'ETA n'était pas dissoute quoique ses actions armées aient pris fin en 2011. Les militants rencontrés étaient pour la plupart désengagés mais pas tous. Dans cette mesure, il n'est pas exclusivement question, dans les récits recueillis, de souvenirs et de récits *a posteriori*. Sur le rapport des acteurs à la dissolution d'ETA, voir Guibet Lafaye (2019b).

² Nous n'avons pu mener les entretiens en *euskera* faute de maîtriser suffisamment la langue. Il demeure que la maîtrise du basque est également assez variable chez les enquêtés.

³ Les travaux menés sur l'organisation sont familiers de cette pratique d'anonymisation (voir Alcedo Moneo 1996 ; Hamilton, 2007).

sociodémographiques comportaient une possibilité d'identification, elles ont été modifiées, une note indiquant spécifiquement ces cas. Au moment de l'entretien, la plupart des personnes avaient déjà accompli des peines de prison, souvent longues, avaient été exilées ou étaient encore en exil (réfugiées sans bénéficier du statut).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques

<i>Groupes</i>	<i>Nombre</i>
ETA ¹	51
IK	12
CAA ²	1
Total	64

1.2 DISTINGUER LES GENERATIONS DE MILITANTS CLANDESTINS

L'étude des générations de militants que nous proposons repose sur une analyse de leurs parcours de vie à partir d'une lecture microsociologique, en proposant un pas de côté eu égard à l'histoire événementielle (niveau macrosocial) pour mettre en évidence ce qui fait sens, dans l'engagement militant de façon différenciée, au sein des micro-cohortes d'individus entrés dans les groupes clandestins basques. Nous distinguerons, à partir des récits de soi recueillis et des lectures rétrospectives de leurs trajectoires par les acteurs, les facteurs ayant subjectivement pesé sur les étapes des parcours d'engagement mais également la variété des interprétations de l'engagement et de la violence politiques qu'ils proposent dans une perspective d'étude des représentations. Nous esquisserons donc la variabilité et les similitudes des trajectoires militantes qui conduisent vers l'activisme clandestin à partir de ces « récits de soi » (Alonso, 2016 ; Bourdieu, 1986). Dans cette démarche, nous nous inspirons de la littérature ayant mis en évidence les aspects processuels de l'engagement (Filleule, 2001 ; Moghaddam, 2005 ; Horgan, 2008) et son caractère multidimensionnel (Weinstein, 2007 ; White, 2010 ; Bosi, 2012). L'analyse de ces parcours autorise une lecture fine de la complexité de l'intégration dans un groupe clandestin. Elle contribue à mettre en évidence la multiplicité des mécanismes y intervenant, dans une perspective que nous voulons dynamique et interactive.

Parmi les militants du conflit basque que nous avons rencontrés, se dessinent, au sein d'ETA et d'IK, plusieurs générations de militants ainsi que différentes trajectoires d'engagement³. L'environnement sociopolitique contraint l'évolution organisationnelle et façonne les attentes individuelles (voir Filleule, 2012, p.53). Ces éléments sont particulièrement visibles dans une perspective diachronique, lorsque l'on considère les différences observables entre cohortes ou générations d'activistes. Ils concernent par exemple l'état de l'offre d'engagement, la nature de l'intervention étatique (ou son absence) dans le domaine visé par les groupes concernés et l'image publique de la cause défendue. La périodisation pertinente pour IK, distinguant la génération des fondateurs puis celle des militants nés dans les années 1960, recoupe partiellement celle appropriée pour ETA, bien

¹ Dans le présent article, nous ferons référence à ETA dans sa forme originelle puis à ETA-m, une minorité des personnes rencontrées ayant appartenu à ETA-pm.

² Le faible nombre de militants des CAA rencontré tient au fait que l'essentiel des forces vives de ce groupe ont été décimées dans l'embuscade de Pasajes le 22 mars 1984.

³ Les éléments d'analyse ici proposés sont tirés de l'exploitation de l'enquête menée par nos soins. Ils demanderaient à être consolidés à partir de données statistiques portant sur un échantillon plus large des organisations clandestines concernées.

que cette dernière soit établie sur d'autres critères. Pour ces derniers, nous distinguerons, d'une part, les militants entrés dans ETA à l'époque franquiste (G 1). Nous isolerons, d'autre part, ceux entrés dans l'organisation durant la période postfranquiste, avec d'un côté, les acteurs nés dans les années 1960, qui ont 15 ans à la mort de Franco en 1975 (G 2) et, d'un autre côté, les militants qui ont 15 ans au moment de la consolidation de la démocratie avec l'élection de Felipe González à la tête du gouvernement en 1982 (G 3).

Tableau 2 : Répartition des générations civiles de militants

<i>Génération civile</i>	<i>ETA</i>	<i>IK</i>	<i>CAA</i>	<i>Total¹</i>
G 1 nées dans les années 1940-1950	30	5	0	35
G 2 nées dans les années 1960	12	7	1	20
G 3 nées dans les années 1970-1980	9	0	0	9

Afin d'obtenir une distribution plus homogène des militants, nourrie de la périodisation historico-politique du Pays basque, nous avons complété cette partition par une distinction générationnelle s'écartant des générations civiles. Elle s'appuie sur l'histoire politique espagnole et les dates d'incorporation des acteurs dans l'organisation illégale, en distinguant une génération (γ 1) entrée avant la mort de Franco (novembre 1975) ; une génération (γ 2) qui s'est impliquée pendant la transition vers la démocratie (1975-1982) ; une autre (γ 3) après la scission entre ETA-politico-militaire (ETA-pm) et ETA-militaire (ETA-m) et après l'élection du gouvernement socialiste en 1982 ; enfin la génération (γ 4) engagée au cours des années 1990 et ultérieurement. Cette périodisation présente une pertinence supérieure pour l'étude des logiques d'engagement clandestin. En effet, le moment auquel chaque individu entre en militantisme est essentiel tant du point de vue de la période politique que de l'histoire de l'organisation et des caractéristiques de ceux qui entrent en militantisme au même moment (voir Cuadros, 2013, p. 61).

Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon les générations d'entrée en militance

<i>Génération d'entrée en militance</i>	<i>ETA</i>	<i>IK</i>	<i>CAA</i>	<i>Total²</i>
γ 1 (avant 1975 et la fin du franquisme)	16	1	0	17
γ 2 (entre 1975-1982, transition vers la démocratie)	14	8	1	23
γ 3 (après 1982, <i>i.e.</i> dans ETA-m et l'élection du gouvernement socialiste)	10	3	0	13
γ 4 (1990-2000)	10	0	0	10

D. Della Porta (2013) argumente en faveur d'une évolution du rapport à la violence des deux générations de militants qu'elle distingue, en l'occurrence celle des fondateurs et celle des militants venant ultérieurement et pour lesquelles, selon l'auteure, les réseaux familiaux étaient plus importants dans le premier cas et l'influence d'une communauté élargie plus notable pour la seconde (voir Della Porta, 2013, p. 131)³. Alors que les premiers auraient un rapport plus complexe et plus problématique à la violence, la dimension éthique et critique de

¹ L'année de naissance de l'un des militants nous manque (Vicenzo).

² Il n'a pas été possible d'identifier la période d'engagement de Vicenzo car l'entretien est resté inachevé.

³ Au-delà des trajectoires des militants d'ETA que nous allons aborder en détail, l'hypothèse que D. Della Porta formule semble d'autant moins adaptée qu'elle prétend rendre raison de la constitution de générations de militants aussi bien dans ETA que pour l'extrême gauche et l'extrême droite italiennes ainsi que pour des réseaux politico-religieux comme Al-Qaïda.

son usage s'effacerait dans les générations venant après les fondateurs (Della Porta, 2013, p. 134). Celles-ci auraient été socialisées à la violence plus jeunes, bien avant leur entrée dans la clandestinité, là où les fondateurs auraient joui d'une politisation précoce dans des espaces ouverts, nourris par des représentations idéalisées de l'identité basque.

Afin d'étudier l'évolution des motifs d'engagement et des registres de légitimation de la lutte, à partir des récits rétrospectifs des acteurs, nous avons exploité plusieurs des items évoqués durant les entretiens. Un intérêt particulier a été porté aux questions suivantes : « Quel était le contexte dans lequel vous vous êtes engagé ? Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ? ; Quelle signification avait pour vous l'engagement ? ; Pourquoi avez-vous accepté/choisi de vous battre et de prendre les armes ? ; Est-ce que, de votre point de vue, il était possible de parvenir aux buts qui étaient alors les vôtres sans recourir à la lutte armée ? Pourquoi ? ; Pourquoi pensez-vous que c'était juste d'agir ainsi ? ; Y a-t-il des événements qui ont eu, pour vous, un rôle décisif ? ». Nous avons procédé à un codage thématique des réponses afin d'identifier des régularités dans les discours. Les codes sont des catégories, utiles pour résumer et regrouper des segments de données. Le codage a permis à la fois une description (consistant en identification, description, classification) et une mise en relation (passant par l'analyse et la comparaison) des arguments et des représentations convoqués par les générations successives de militants.

Les données primaires que nous avons collectées ainsi que les trajectoires de vie étudiées permettront de montrer que les générations de militants ne se distinguent pas principalement par leur rapport à la violence mais à partir d'autres variables que sont l'engagement militant des parents, l'articulation de leur engagement politique légal et illégal, le projet politique auquel ils aspirent et leur rapport à l'idéologie, leur conception du recours à des moyens politiques illégaux, le contexte sociopolitique et structurel dans lequel leur action s'inscrit. Pour l'évoquer en deux mots, l'engagement de la première génération de militants (G 1 et γ 1) est caractérisé par une volonté de défense d'un peuple perçu comme menacé ; par une réponse à la discrimination et à l'oppression d'un régime dictatorial et centralisateur (négligence des minorités) ; par le fait de vivre dans un environnement social de résistance au franquisme et de souvent bénéficier d'un héritage républicain ; d'avoir eu une enfance marquée par la répression de familiers. Le parcours de la deuxième génération (G 2, γ 2 et γ 3) se caractérise par l'expérience d'une persistance de la discrimination dans une période pourtant postfranquiste ; par la conviction d'une absence d'épuration des structures politiques, judiciaires et policières ; par un sentiment de répression plus sévère à l'égard du peuple basque nourrissant la perception d'une clôture de la structure des opportunités politiques (SOP) au nord comme au sud ; par une interprétation de la lutte armée comme l'outil politique le plus efficace parmi l'éventail des moyens politiques à sa disposition ; par un idéal politique de société basque indépendante et socialiste (*i.e.* une utopie) et l'adhésion à un objectif de libération sociale et nationale. Cette deuxième génération conçoit enfin son engagement comme un sacrifice pour les générations futures. La troisième génération (G 3 et γ 4), en revanche, interprète en termes existentiels son engagement comme une injonction à l'action, à un engagement politique actif qui donne sens à sa vie. Cet engagement s'enracine en premier lieu dans une participation aux organisations de jeunesse puis se convertit en un engagement illégal, le plus souvent sous la modalité des « petits pas ». Cette génération a également été confrontée à la répression touchant des proches (famille ou amis) dans un contexte qui n'était plus ni dictatorial ni de transition mais s'affirmant comme authentiquement démocratique. Ces trajectoires représentent toutefois des idéaux-types qui n'excluent pas que les militants de la G 1 aient aussi rencontré des facteurs ayant plus particulièrement marqué la G 2 ou qu'au sein d'une même génération les facteurs prédominants mentionnés aient pesé différemment sur chacun des activistes la composant.

2. Trajectoires et modalités d'engagement des militants clandestins basques

2.1 « TRAVAIL IDENTITAIRE » VERS LA CLANDESTINITE

Les organisations clandestines basques étudiées sont passées d'une phase de constitution de leur structure à leur épanouissement puis à leur dissolution. Leur durée de vie est hétérogène en particulier avec ETA qui a connu 60 ans d'activité. Au fil de ces décennies, est-il possible de mettre en évidence, non seulement une évolution des motivations des acteurs au sein des différents groupes et générations, mais aussi une transformation des processus de recrutement dans la clandestinité. Le passage vers cette dernière a été analysé comme reposant sur un « travail identitaire », c'est-à-dire une construction de l'identité individuelle. Celle-là peut s'opérer par un processus d'identification au groupe dont les individus sont membres. Or l'« identification à » un groupe particulier, « l'identification subjective implique une motivation » (voir Hardin, 1995). Ainsi R. Hardin estime que l'identification à un collectif est une condition pour s'engager dans des actions dont on partage les objectifs. Plus généralement, l'engagement au sein de mouvances illégales et identifiées comme « terroristes » transforme l'identité sociale des acteurs, au même titre que l'entrée en militance dans un mouvement social (voir Fillieule *et al.*, 2010, p. 215). Les évolutions identitaires qui ont marqué les trajectoires des militants rencontrés ainsi que les modalités de leur engagement peuvent être appréhendées à partir du modèle élaboré par D. A. Snow et D. McAdam (2000) sur les formes de « travail identitaire ». Ce modèle permet de saisir les modes d'adaptation des individus aux collectifs et les remaniements qu'ils impliquent. Snow et McAdam distinguent plusieurs types de « travail identitaire » dont le Tableau 4 reprend les sous-ensembles. La première sous-catégorie, dite la « convergence identitaire », désigne la rencontre entre des individus ayant une identité sociale quasiment isomorphe avec l'identité collective d'un mouvement (voir Voëgtli, 2010, p. 216). Cette convergence s'opère soit par « appropriation identitaire » soit par la « recherche d'identité », c'est-à-dire que les individus s'engagent dans des mouvements dont l'identité collective est congruente avec leur identité sociale, comme c'est le cas dans certains mouvements religieux mais également abertzales. L'« appropriation identitaire » procède, pour sa part, de l'appropriation par des « entrepreneurs de mouvements sociaux » de réseaux de solidarité préexistants, les disposant à partager une identité commune.

Le travail identitaire peut également passer par une construction identitaire. Dans ce second cas, l'alignement entre identité sociale et identité collective nécessite un *travail* plus conséquent, allant d'un processus transformant de manière marginale la conception de soi d'un acteur à un changement radical. Dans le modèle de Snow et McAdam, la construction identitaire peut être le fruit de plusieurs processus qu'il s'agisse de l'« amplification identitaire », de la « consolidation identitaire », de l'« extension identitaire » ou enfin de la « transformation identitaire ».

Le processus d'« amplification identitaire » consiste dans le renforcement d'une identité préexistante congruente avec l'identité collective d'un mouvement, la première n'ayant jusqu'alors pas été suffisamment saillante pour garantir la participation et l'activisme. Le processus de « consolidation identitaire » renvoie, pour sa part, à l'adoption d'une identité qui combine deux identités personnelles préalables, jusqu'alors jugées incompatibles. Tel est le cas, par exemple, des mouvements homosexuels chrétiens. L'« extension identitaire », quant à elle, fait référence au déploiement d'une identité *spirituelle* qui devient congruente avec l'identité d'un mouvement et embrasse pratiquement tous les aspects de la vie d'un individu, qu'il soit question de religion ou d'engagement comme au sein du Parti communiste français (voir Pudal, 1989 ; Leclercq, 2008). Enfin, la « transformation identitaire » renvoie au phénomène d'engagement où l'acteur est en situation de « reconstruction biographique »

(Snow et Machalek, 1984) ou d'« alternation » (Berger et Luckmann, 1966), provoquant une césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti » entré dans le mouvement.

Le Tableau 4 permet de mettre en évidence l'évolution des processus identitaires au fil des générations de militants rencontrés. En dépit du faible nombre d'enquêtés, on peut considérer que cette évolution s'explique, pour ETA notamment, par l'évolution structurelle du groupe.

Tableau 4 : Travail identitaire et intégration dans l'organisation clandestine des générations civiles

<i>Génération</i>	<i>Recherche d'identité</i>	<i>Appropriation identitaire</i>	<i>Amplification identitaire</i>	<i>Extension identitaire</i>
ETA				
<i>G1</i>	9	8	12	1
<i>G2</i>	5	3	2	1 ¹
<i>G3</i>	1	5	2	1
IK				
<i>G1</i>	1	3	1	0
<i>G2</i>	0	4	3	0
<i>CCA</i>	0	0	0	1
<i>Total</i>	16	23	20 ²	4

L'« amplification identitaire » est plus remarquable dans la première génération à une époque où le groupe est en construction et en phase d'expansion. La fin du franquisme et la transition vers la démocratie sont marquées par une apogée de l'organisation qui multiplie ses actions. Elle constitue alors un pôle d'attraction, suscitant des formes de « recherche d'identité » pour des militants insatisfaits des évolutions politiques pour le Pays basque que ce soit en Espagne ou en France. Enfin, les difficultés successives rencontrées par ETA à la suite de vagues d'arrestations importantes depuis 1992³ jusqu'aux années 2000 expliquent que la nécessité d'attirer à elle de nouvelles recrues rende le phénomène de l'« appropriation identitaire » plus présent dans la dernière génération des militants de ce collectif. Du côté d'IK en revanche, on observe la constance d'un processus de recrutement axé, au fil du temps, sur l'« appropriation identitaire » et dont les activistes témoignent de façon récurrente.

Au-delà de ces processus identitaires, on a considéré que les stratégies de recrutement des organisations clandestines à l'époque des fondateurs et des premières générations étant plus précautionneuses, l'intégration dans ces dernières était lente, impliquant une rupture graduelle avec les représentations du monde ultérieurement portées et nourries par le nationalisme basque traditionnel (Della Porta, 2013, p. 144). La violence aurait été apprise graduellement dans les groupes clandestins de la première génération (Della Porta, 2013, p. 144). Notre enquête souligne *a contrario* la gradualité des modalités d'implication dans la lutte clandestine, y compris pour la deuxième génération d'acteurs (G 2, γ 2 et γ 3 ; voir Laure, Julien) et jusque pour des générations nées dans les années 1960 et/ou qui se sont engagées après l'élection des gouvernements socialistes en France et en Espagne dans les années 1980. L'engagement, pour ces générations comme pour celle qui l'a précédée ou qui

¹ Consolidation identitaire : François.

² Et non 21 car Vincenzo n'est assignable à aucune génération.

³ L'histoire d'ETA a été marquée par l'arrestation de la presque totalité de ses responsables politiques le 29 mars 1992 à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). L'« opération Bidart » menée par le RAID conduit à l'arrestation de onze personnes dont le collectif Artapalo regroupé autour de Francisco Mugica Garmendia, dit *Pakito*, et constitué de José Luis Alvarez Santacristina, dit *Txelis*, et de José Arregui Irostarbe, dit *Fitti*, les trois étant considérés comme la « troika dirigeante » d'ETA.

l'a suivie, atteste d'une progressivité remarquable telle qu'elle peut être saisie dans les récits biographiques proposés par les acteurs (voir Tableau 5).

Tableau 5 : Formes d'intégration à l'organisation illégale

<i>Intégration graduelle</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
<i>ETA</i>		
<i>γ 1</i>	10	6
<i>γ 2</i>	11	3
<i>γ 3</i>	4	5
<i>γ 4</i>	7	2
<i>IK</i>		
<i>γ 1</i>	1	0
<i>γ 2</i>	6	1
<i>γ 3</i>	2	0 ¹
<i>CCA</i>	1	

De façon récurrente, l'interprétative subjective des trajectoires d'engagement est placée par les activistes sous le sceau de la continuité. Bien que les individus décrivent selon plusieurs modalités leur intégration à une organisation clandestine², le motif de la continuité surdétermine leur interprétation du passage de la lutte légale à la lutte illégale, au soutien à une organisation déclarée terroriste (voir Tableau 6).

Tableau 6 : Interprétation du passage à l'engagement illégal

(Les modalités de réponses recensées dans ce tableau ne sont pas exclusives.)

	<i>Naturel, logique, évidence, continuité</i>	<i>Devoir</i>	<i>Participer, ne pas rester passif</i>	<i>Don de soi, engagement total, approfondi</i>	<i>Réaction contre l'oppression, résister</i>	<i>Indécidable</i>	<i>Total des militants</i>
<i>ETA</i>							
<i>γ 1</i>	5	5	6	2	3 ³	1	16
<i>γ 2</i>	5	3	2	3	5 ⁴	1	14
<i>γ 3</i>	3	2	1	3	3		10
<i>γ 4</i>	4	5	3	5			10
<i>IK</i>							
<i>γ 1</i>	1	1	1				1
<i>γ 2</i>	5	2		1			8
<i>γ 3</i>	1			1	1		3
<i>CCA</i>	1						1
<i>Total</i>	25	18	13	15	12	2	

Le récit rétrospectif de la continuité des parcours exprime subjectivement le fait de glisser « à petits pas » (Collovald et Gaïti, 2006) dans l'engagement illégal : c'est un service qu'on rend, de l'aide qu'on offre, un appui qu'on assure. L'engagement survient à l'intersection des

¹ Pour un des acteurs de la *γ 3* d'IK la réponse est indécidable.

² Ce qui explique le nombre supérieur d'occurrences dans le Tableau 6 au nombre d'individus interrogés.

³ Deux occurrences désignent une réaction contre l'oppression, et une la résistance.

⁴ Trois occurrences désignent une réaction contre l'oppression, et deux la résistance.

exigences organisationnelles et des expériences individuelles (Kanter, 1968), impliquant en l'occurrence une disponibilité biographique. Saisir le « lieu pratique d'inscription » des trajectoires d'engagement est alors décisif pour en rendre raison (Fillieule *et al.*, 2010, p. 174). Certains militants se sont tournés vers ETA et ont consciemment cherché à entrer dans l'organisation (voir Tableau 4, colonne « recherche d'identité »), cette démarche pouvant advenir suite à un événement transformatif (épisode de répression, procès de Burgos¹). Le plus souvent, comme nous le verrons en détail, cette démarche advient dans un contexte d'engagement politique légal antécédent.

En effet, existent systématiquement des formes de continuité entre l'engagement clandestin et l'engagement légal, comme le suggère le Tableau 6, quand bien même les personnes ont dû se mettre en retrait de ce dernier, lorsque leur engagement illégal s'est noué. C'est en ces termes que Julien (ETA) explique la façon dont il a rejoint l'organisation :

« Quand je m'engage, c'est par échelons, on va dire. C'est pas par un coup précis. Il y a une définition d'entourage. C'est la réalité sociale qui fait... voir que tu habites à un certain endroit, dont tu es témoin d'une relation, d'un rapport, d'une réalité. Que cette réalité même dans l'enfance, elle était toute cachée parce qu'on pouvait pas parler. C'était pas interdit dans la famille mais les gens, ils parlaient pas, la transmission c'était un peu induit, pas direct mais après il y a une réalité physique, sociale, réelle qui ne peut pas cacher la réalité. [...] C'est pas un élément précis, concret qui va te pousser à faire une démarche. C'est un tout où tu es immergé, submergé qui fait que tu réagis avec. [...] C'est ça l'élément conditionnant, l'éveillement de la conscience à un moment avec une réalité sociale qui est bien réelle, bien présente, cruelle, violente, qui laisse pas beaucoup de choix. » (nous soulignons)

La prégnance d'une atmosphère de résistance au sein de certains villages du sud ou de régions comme la Guipúzcoa conduit à vivre l'engagement dans les organisations clandestines comme « naturel » (voir Tableau 6)². L'intégration de ces collectifs, comme c'est également le cas pour bien des engagements dans d'autres groupes illégaux, est considérée et vécue comme quelque chose de logique, de naturel, comme se situant dans la continuité d'un engagement antérieur (Guibet Lafaye, 2018). Aucune des personnes interrogées, dans le regard rétrospectif qu'elle porte sur son engagement, ne parle de basculement, de rupture pour désigner son entrée dans ces mouvements, quand bien même un événement décisif a pu jouer un rôle d'accélérateur dans l'incorporation au sein du groupe (voir Tableau 11 et Tableau 12). Amalia, qui eut un rôle clef dans la reconstitution d'ETA au milieu des années 1970 et qui fût jugée au procès de Burgos, décrit son engagement comme le fait d'avoir « signé un contrat fixe, dans cette entreprise qui s'appelait ETA, un contrat à durée indéterminé, à vie. Et toute la vie, je suis restée dans ce contrat, toujours. » D'anciens militants comme Thibault (ETA³) font remarquer que celui qui n'appartenait pas à ETA, à l'époque de son engagement (G 1), était un « bicho raro » (une personne bizarre). Ainsi davantage que le milieu familial au sens restreint du terme, c'est l'environnement social dans lequel les acteurs, en particulier des G 1 et G 2, ont grandi qui a pesé sur leurs trajectoires, quoique celui-ci joue un rôle notable dans l'engagement de chacune des générations de militants.

¹ On distingue le premier procès de Burgos où sont jugés 16 membres d'ETA le 3 décembre 1970 et le second procès de Burgos, bien plus marquant dans les trajectoires militantes, qui condamne à mort en septembre 1975 Jon Paredes dit *Txiki*, Angel Otaegi ainsi que trois membres du FRAP.

² Les archives policières (Carrión López, 2002) et judiciaires (Reinares, 2001) permettent d'établir que l'essentiel des militants d'ETA sont originaires de la province du Guipúzcoa et des villes de San Sébastian, Irun, Mondragon, Hondarribia et Tolosa.

³ Thibault a été un militant historique d'ETA-pm puis d'ETA-m.

2.2 SOCIALISATION POLITIQUE EN CONTEXTE BASQUE

La continuité précédemment mise en évidence des parcours d'engagement, y compris lorsqu'ils conduisent à la clandestinité, s'explique encore par le fait que l'ensemble des acteurs rencontrés a connu une socialisation politique très jeune quelle que soit leur génération d'appartenance. Cette socialisation est d'autant plus précoce que l'on se rapproche des générations nées dans les années 2000. La différence principale, à travers les générations, est portée par le lieu de socialisation. Alors que la socialisation politique s'opérait pour la G 1 dans le cadre des associations sportives ou culturelles, elle s'est nourrie d'une militance légale, syndicale ou partisane, pour la G 2 et des organisations de jeunesse pour la G 3.

La première génération de militants est loin d'être toujours l'héritière de familles indépendantistes contrairement à ce que la littérature secondaire a pu souligner (Della Porta, 2013). Les activistes, qui se sont souvent engagés très jeunes dans l'organisation (voir Tableau 16), participaient avant cette incorporation à des mouvements syndicaux, politiques, religieux, de quartier dans la mesure de leur tolérance par le régime franquiste. Du fait des conditions propres à la dictature, cette génération de militants a rarement connu un engagement politique légal antérieur et sur le long cours avant son engagement clandestin. Toute forme d'association, de rassemblement ou de militantisme autres que franquistes ou de soutien au régime était interdite et elle l'était d'autant plus que celles-ci pouvaient avoir une connotation basquiste. Dès lors, l'organisation clandestine apparaît comme le moyen de réaliser une « amplification identitaire », c'est-à-dire de se donner les moyens d'approfondir ce positionnement politique de résistance contre le franquisme ou un État oppresseur (voir Tableau 4).

Les individus, qui se sont engagés clandestinement après le franquisme et en Iparralde à la fin des années 1970 (*i.e.* les G 2 et 3 surtout, ou γ 2 à γ 4), ont en revanche connu le plus souvent une militance politique légale et pacifique (voir Tableau 7). La deuxième génération de militants abertzales ayant pris des options illégales, entre la fin des années 1970 et les années 1990 (γ 2 et γ 3), se caractérise par une expérience politique antérieure légale et surtout par une socialisation politique précédant l'entrée dans l'organisation clandestine. Cette antériorité se vérifie au nord comme au sud (voir Tableau 7) puisque 19 militants d'ETA sur 25 témoignent d'un engagement politique antérieur et 9 sur 11 pour IK. Tel est également le cas de la militante des CAA, pour un total de 44 militants sur 64. L'engagement de ces acteurs est également marqué par le rôle d'événements décisifs, en particulier de répression.

L'engagement politique des plus jeunes membres d'ETA (G 3 et γ 4) est marqué, de façon récurrente, par une participation aux organisations de jeunesse avant l'engagement illégal. La plupart de ces militants du sud (8 sur 9) a participé aux organisations de jeunesse de la gauche abertzale et y ont reçu une formation politique avant d'intégrer ETA (voir Tableau 7). Leur incorporation dans la lutte clandestine ou armée procède d'un cheminement antérieur et intervient dans la continuité d'un engagement antécédent. Ces militants s'inscrivent donc, dans un premier temps, dans un réseau structuré d'activistes grâce auquel ils bénéficient d'une formation politique suivie, contrairement à ce qui a pu être affirmé dans la littérature secondaire (Reinares, 2004 ; Della Porta, 2013). Ainsi une partie des jeunes Basques a incorporé ETA sous la modalité de l'amplification d'un engagement politique antérieur dans le mouvement abertzale ou dans les organisations de jeunesse (voir Tableau 4).

Tableau 7 : Socialisation politique des militants avant l'entrée dans l'organisation illégale

<i>Socialisation politique antérieure</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Indécidable</i>
<i>ETA</i>			

$\gamma 1$	5	10	1
$\gamma 2$	10	4	
$\gamma 3$	9	1	
$\gamma 4$	9	1	
<i>IK</i>			
$\gamma 1$	1	0	
$\gamma 2$	7	1	
$\gamma 3$	2	0	1
<i>CCA</i>	1	0	

2.3 TRANSMISSION D'UN ENGAGEMENT MILITANT EN CONTEXTE BASQUE ?

L'engagement précoce dans la lutte illégale, récurrent à travers les générations de militants, s'associe-t-il et s'explique-t-il par un enracinement dans des familles militantes, de tradition abertzale ou républicaine comme la littérature existante l'a suggéré (Crettiez, 2011 ; Della Porta, 2013) ? L'analyse des données que nous avons recueillies suggère que pour les plus anciens militants (G 1 et $\gamma 1$), qui s'engagent au sud avant la mort de Franco, existent une conscience et une posture familiale de résistance au franquisme ainsi que d'opposition au régime espagnol¹. On trouve parmi eux une prééminence de militants issus de familles républicaines (N = 16), dont l'histoire familiale a constitué l'horizon d'engagement de ces militants. Ces familles, de tradition républicaine, ont combattu pendant la guerre civile puis se sont opposées au régime franquiste². S'y exprime une forte prégnance de la tradition indépendantiste et bascophone³. Pour les générations rencontrées et nées dans les années 1940-50, quasiment la moitié des militants d'ETA est issue de famille ayant un engagement politique (républicain ou abertzale) (voir Tableau 8). Cette proportion tombe à moins de la moitié pour celle née en 1960. En revanche, elle est supérieure à la moitié pour les militants les plus jeunes, nés dans les années 1970-80. Lorsque c'est le cas, les militants de la G 1 ne manquent pas de faire référence à cette histoire pour contextualiser leur engagement (voir Amandine et Madeleine). Toutefois, il s'agit rarement, pour ceux rencontrés, d'un héritage direct où la militance se transmettrait du père ou de la mère aux enfants. Davantage que la filiation directe (les parents), ce sont plutôt des familiers (un oncle, un parrain) dont l'engagement a marqué les individus. L'influence peut également être le fait de la *cuadrilla*⁴ et souvent du bain de résistance dans le village. La militance s'organise autour de la *cuadra* de quartier (voir Carlito, Idris, Jaad). « Militer dans l'ETA c'est [alors] reprendre le flambeau de la résistance éternelle du peuple basque aux envahisseurs castillans et compenser ainsi la

¹ Une partie des membres d'IK a commencé sa carrière politique illégale en appui à l'organisation du sud, ETA.

² Du côté d'IK, un seul militant appartient pleinement à cette génération (G 1 et $\gamma 1$). Deux femmes et deux hommes s'y associent d'un point de vue générationnel mais sont venus en soutien à l'organisation illégale ultérieurement (en $\gamma 2$ et, pour l'un d'eux, en $\gamma 3$).

³ Sont de famille indépendantiste et bascophone Amandine, Estrella, Gaya, Iwann (dont les parents sont aussi communistes), Jaad, Jacques, Pantxo (qui a grandi dans un village où cette tradition était très présente), Madeleine.

⁴ C'est-à-dire du groupe d'amis issus du quartier ou du village, au sein duquel se tissent des liens de solidarité très forts.

couardise des pères jugés inactifs dans les années quarante et cinquante. » (Crettiez, 2011 ; voir aussi Alcedo Moneo, 1996, p. 101¹).

Tableau 8 : Engagement militant des parents des activistes rencontrés

<i>Parents militants</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Total</i>
<i>ETA</i>			
G 1	15 ²	15	30
G 2	4	8	12
G 3	7	2	9
<i>IK</i>			
G 1	1	4	5
G 2	1	6	7
<i>CCA</i>	1	0	1

L'incidence de l'engagement militant familial sur la trajectoire individuelle pour les premières générations de militants n'est pas homogène selon que l'on se situe au nord ou au sud du Pays basque (voir Tableau 8 et Tableau 9). Du côté d'IK, il s'est agi d'une irruption de la lutte abertzale dans des milieux qui n'avaient pas développé de combat pour l'identité basque et la défense du Pays basque. Du côté sud, les traditions républicaines ont, dans certains cas, servi de terreau pour les militants et de référence pour envisager leur engagement comme s'inscrivant dans la continuité d'une lutte historique et familiale contre un même ennemi (voir Petithomme, 2015). Les nouvelles recrues ont souvent été présentées par des membres de la *cuadra* aux contacts de l'organisation clandestine. Toutefois si une histoire de la résistance peut avoir influencé les parcours individuels des plus anciennes générations, ces activistes exhibent rarement une transmission directe de représentations au sein de la famille (représentations du monde, de la politique, de l'ennemi, du pouvoir ; défense de la langue et de l'identité). Le silence sur les sujets politiques est souvent de mise (voir Richards, 1998).

L'incidence des formes familiales d'engagement varie selon les générations. Alors que pour les plus anciennes (G 1), prises dans un contexte de forte répression en Hegoalde, la *cuadra*, les réseaux amicaux et de quartier, une « ambiance familiale » et l'environnement dans lequel les individus ont grandi ont influencé les engagements individuels, les plus jeunes générations civiles (G 3) semblent avoir davantage bénéficié de l'influence de l'engagement familial le plus direct. On observe ainsi une évolution temporelle des effets de l'engagement familial ou du cercle de proches sur l'implication clandestine individuelle. Enfin, que l'on aborde les générations de militants sous l'angle civil ou sous l'angle de l'entrée dans l'organisation clandestine (Tableau 8 et Tableau 9), notre enquête ne permet pas de montrer que les plus jeunes générations sont moins issues de familles militantes, contrairement à la thèse soutenue par D. Della Porta (2013) ou Crettiez (2011). Il semble même que le contraire se vérifie (voir Tableau 8).

Tableau 9 : Engagement militant des parents des militants rencontrés

<i>Parents militants</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
--------------------------	------------	------------

¹ « Je suis rentré dans ETA en 1959. Pourquoi ? Pour une raison simple : le nationalisme, l'explosion nouvelle du nationalisme. Tu sais que le PNV ne fera rien jusqu'à la mort de Franco, dès lors c'est ETA qui incarne la lutte du peuple basque. Et j'y suis allé » (cité in Alcedo Moneo, 1996, p. 101).

² Avec un militant dont les parents étaient plutôt d'extrême droite.

<i>ETA</i>	25 ¹	23
<i>γ1</i>	7	9
<i>γ2</i>	8	6
<i>γ3</i>	3	6
<i>γ4</i>	7	2
<i>IK</i>		
<i>γ1</i>	0	1
<i>γ2</i>	1	7
<i>γ3</i>	1	2
<i>CCA</i>	1	0

3. Motivations de l'engagement politique

3.1 ÉVOLUTIONS DES MOTIVATIONS DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE ILLÉGAL AU PAYS BASQUE

L'étude des modalités et des contextes d'engagement des générations de militants basques clandestins a permis de souligner des formes remarquables de similitude des trajectoires. Les contextes à la fois géographiques et historiques ayant évolué sur une période de cinq à six décennies d'histoire de la lutte abertzale, on peut faire l'hypothèse que les motivations des activistes se sont transformées au fil du temps, ont varié au nord et au sud du Pays basque. Cette hypothèse se voit-elle confirmée par les résultats de notre enquête ?

Parmi les premières générations de militants abertzales, un motif récurrent de l'engagement réside dans une volonté de défense d'un peuple et de sa culture (voir Carlito et Elliot), très marquée au nord. Les acteurs se souviennent d'avoir été à l'école sans pouvoir parler le français ou le castillan du fait d'avoir grandi dans un environnement bascofonne et d'en avoir été moqué ou discriminé. Leur engagement est ainsi motivé non pas seulement par une résistance contre le franquisme mais également par une forme de lutte pour la reconnaissance, la dignité, la réinstitution d'un sens de l'honneur et du respect. La lutte, y compris clandestine, est nourrie par un sentiment de fierté de l'ensemble de la communauté². Lorsque l'on considère cette dimension, l'engagement dans les organisations clandestines paraît alors être consubstantiellement une lutte pour la reconnaissance plutôt que seulement le produit d'un alignement ou de l'adhésion à une idéologie nationaliste traditionnelle ou révolutionnaire héritée du marxisme. Leur engagement se présente ainsi comme une résistance et une réponse à des injustices plutôt que comme l'expression d'une lutte pour parvenir à la réunification des sept provinces ou à l'indépendance du Pays basque. Ces aspects de l'engagement apparaissent d'autant mieux que l'on aborde leurs discours à partir d'une approche attentive aux multiples mécanismes et facteurs intervenant dans l'engagement politique illégal.

Ainsi pour une partie de ces militants, l'engagement s'articule comme un souci identitaire et communautaire, avant même de se définir en termes politiques (voir Carlito, Elliot et Maud). S'esquisse un projet d'auto-défense que l'on trouve au nord comme au sud plus affirmé dans les premières générations, pour lesquelles les *Ikastolak* (écoles en langue basque) n'existaient pas encore et dans un contexte où le Statut d'autonomie du Pays basque sud n'était pas ratifié. L'engagement coïncide alors avec un sentiment de nécessité de défense de la langue, de l'identité et du peuple basques. Toutefois pour une très large part des acteurs de la

¹ Avec un militant dont les parents étaient plutôt d'extrême droite.

² Voir Tableau 11 soulignant, dans cette génération, une plus grande diversité de motifs d'engagement dans l'organisation illégale.

G 1, l'engagement dans ETA est d'abord et avant tout un engagement se pensant comme politique, nourri notamment par une opposition à la dictature et une volonté de défense du peuple comme prolétariat ou comme classe opprimée (voir Tableau 11)¹.

Les militants de la G 2 qui ont rejoint ETA après la chute du franquisme se révèlent plutôt animés par un désir de libération nationale et sociale incarné structurellement par le Mouvement de Libération Nationale Basque (MLNV) dont l'émergence date du début des années 1980². Les luttes de libération nationale qui fleurissent dans les années 1970 ont une incidence notable sur leurs trajectoires³. Elles influencent les cadrages interprétatifs proposés par des organisations comme IK et ETA puisqu'elles autorisent une interprétation des situations en Hegoalde et en Iparralde sous la modalité d'une colonisation par des États étrangers. L'influence de F. Fanon (1961) et de Krutwig (1963) pour ETA, dans le cadrage de la situation vécue au Pays basque, est remarquable⁴. La prégnance du contexte macrosocial, de type international, s'incarne dans la diffusion et l'adhésion à une idéologie de libération nationale et sociale née dans les années 1970. Dans les récits qu'ils formulent aujourd'hui encore, les militants avouent leur attachement à un idéal politique, à une utopie, se résumant dans l'aspiration à un Pays basque socialiste et libre. Cette utopie se nourrit du contexte international de l'époque qui semble alors la rendre accessible.

Les discours de ces acteurs mettent en évidence d'autres motifs contextuels d'engagement : ils sont nombreux à insister sur la persistance des structures franquistes sur le plan politique, judiciaire et policier au cours de la période de transition. De leur point de vue, celle-ci ne présente aucune réalité si ce n'est formelle⁵. Ce sentiment de persistance des structures franquistes en contexte démocratique est confirmé par la répression qui continue de s'abattre de façon plus sévère sur le peuple basque ainsi que sur les mouvements sociaux.

Au-delà des différences contextuelles entre le nord et le sud du Pays basque, se voit formulé, parmi cette génération, un sens de l'injustice puisant ses racines dans l'environnement local. Il s'exprime chez 9 militants d'ETA sur 25 des γ 2-3 et 4 sur 10 des militants d'IK des γ 2-3 (voir Tableau 10). Ce sentiment constitue un *facteur motivationnel* cardinal de l'engagement individuel. Jules (ETA), par exemple, souligne que « depuis petit, je commence à vivre l'injustice, l'injustice de ne pas être reconnu comme citoyen basque, ni dans ses droits, ni dans sa langue, etc. ». La perception de l'injustice nourrit la représentation d'une dichotomie entre « eux » et « nous » de plus en plus marquée au fil du temps et du conflit. L'expérience individuelle (ce que la personne voit autour d'elle et vit) pèse sur la décision singulière de s'engager dans l'illégalité. Nahil, 25 ans après être entré dans IK, le clame aujourd'hui encore avec force :

« Je suis issu de la classe ouvrière, du prolétariat basque. J'ai toujours connu mon pays coupé en deux, sous la domination des lois françaises et espagnoles, sous les contrôles des policiers, armés de mitraillettes. J'ai vu ma grand-mère qui ne savait ni le français ni l'espagnol – elle parlait seulement basque, la langue de son peuple – se faire rabaisser au supermarché par des Français comme une petite paysanne sortant de sa campagne. J'ai entendu mes parents me dire qu'il leur était interdit de dire un seul mot en basque à l'école sous peine de

¹ Voir Amandine, Fabienne, Faysal, Ferruccio, Franck, Jacques, Jayden, Laureline, Leonardo, Mathieu, Pierre, Thibault, Frédéric et Alexis (seuls les deux derniers appartenant à IK).

² Le MLNV associe des groupes politiques, légaux et illégaux, ainsi que des syndicats et associations proches de la gauche abertzale.

³ Jules (ETA) le souligne également. Elles trouvaient déjà un écho parmi les militants les plus jeunes et les plus politisés de la G 1.

⁴ Voir *Zutik*, n° 14, 1961 ; la IIIe Assemblée d'ETA, mars-avril 1964 et la publication du document *La insurrección de Euskadi ; Ideologia oficial I*, document adopté à l'issue de la 2^a session de la V^a Assemblée d'ETA.

⁵ À la question « Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ? », Louisa (ETA) répond : « Dans certains endroits, tu voyais qu'il y avait l'illusion mais chez nous, jamais on n'a cru à la transition, jamais. On n'a pas vu qu'il y avait la transition. On a vécu la répression jusqu'à aujourd'hui. »

sanctions disciplinaires. Tout cela avec la collaboration de la bourgeoisie locale. J'ai grandi dans les actions d'Iparretarrak, d'ETA et des attentats des mercenaires du GAL payés par les polices françaises et espagnoles pour tuer du Basque. Sans oublier leur capitalisme comme le tourisme, l'immobilier de luxe en Pays basque nord. On ne peut pas imaginer tout ce qui a été fait contre mon peuple, en lutte depuis des décennies. De véritables moyens de guerre sont toujours utilisés contre nous comme la torture pendant des jours de garde à vue ou le viol de militantes par les policiers et militaires espagnols. »

Ainsi pour partie des militants, la décision d'engagement intervient davantage comme une réaction à une situation jugée inacceptable parce qu'injuste (voir Tableau 10)¹. Or, comme Tocqueville le soulignait, « plus un phénomène désagréable diminue, plus ce qu'il en reste est perçu ou vécu comme insupportable ».

Tableau 10 : Expression de sentiments d'injustice en lien avec les trajectoires d'engagement

	<i>Sentiments d'injustice</i>	<i>Total des militants par générations</i>
ETA		
<i>γ1</i>	3	16
<i>γ2</i>	5	15
<i>γ3</i>	4	10
<i>γ4</i>	3	9
IK		
<i>γ1</i>	0	2
<i>γ2</i>	3	8
<i>γ3</i>	1	2
CCA	0	1

Le regard rétrospectif d'Isée, qui a passé 23 ans en prison et 7 ans en exil, sur sa trajectoire d'engagement est emblématique de cette posture. Évoquant son parcours militant, Isée (ETA) ne manque pas de dépeindre le contexte dans lequel elle a grandi, dans sa ville de Rentería, lorsqu'elle était enfant, en 1976, rappelant que c'était

« une époque des plus meurtrières au Pays basque. Il y a eu cinq morts dans ma ville, et moi, je ne savais pas, mais comme il y a eu quand même ces cinq morts, qui a fait bouger pas mal de monde, les manif sont arrivées même dans notre quartier. S'il y avait des affiches, le lendemain [elles] étaient arrachées, on n'avait même pas le temps de les regarder, de prendre conscience. Et là, je me rappelle que la police, que pour moi, puisque tout le monde disait qu'ils étaient les bons dans le monde [...] ils ont commencé à tirer sur les gens, il a fallu que je me jette derrière une voiture complètement... parce que... ça tirait dans tous les sens, je comprenais rien... pourquoi ils faisaient ça alors que normalement ils étaient les bons, ils devaient protéger les gens. Ça a été un choc pour moi, découvrir une réalité toute autre. Et quand je suis arrivée à l'école, le directeur disait qu'ils [les manifestants] allaient nous agresser. Alors, moi je me suis levée et j'ai dit "excusez-moi mais pour arriver à l'école, moi je ne me suis pas fait agresser par les manifestants mais par la police", qui tirait partout, tu vois ? [...] J'ai commencé à chercher un peu, à savoir, qu'est-ce qui s'est passé, pourquoi il y a eu des morts, pourquoi la police tirait sur les gens, pourquoi les gens protestaient, voilà. Et de là... beh... c'est venu une conscience déjà d'injustice chez nous, d'une répression barbare, qu'on avait à subir. »]

¹ Voir Fabienne, Franck et Idris.

Ainsi, pour Isée comme pour d'autres militants de la G 2, la situation du Pays basque se trouve considérée et décrite comme immorale et injuste. Dans le cas d'Isée – qui n'est pas une exception –, l'engagement peut être interprété comme une réponse émotionnelle à ce qui survient autour d'elle. Venant confirmer l'influence idéologique internationale, le contexte local – davantage que les convictions transmises au sein de la famille ou l'engagement hérité – marque les trajectoires personnelles des acteurs de la G 2. Sur ce point, nos analyses s'écartent de la thèse selon laquelle « l'entrée dans la lutte armée est souvent affaire de famille » (Crettiez, 2011). L'engagement individuel s'apparente alors à une réaction à ce qui est perçu comme une société prise dans la tourmente et l'agitation (Shirlow *et al.*, 2010, p. 53), dans la production d'une injustice persistante. Ainsi c'est en resituant ses premiers engagements, dans le contexte de son adolescence, qu'Isée leur donne sens :

« Ils disaient que ça y est, qu'il y avait une transition, et il y avait une amnistie, et tout d'un coup la garde civile arrive, il y a eu je ne sais pas combien de balles... Je me suis dit, "non, ici il y a autre chose qui se passe, ce n'est pas normal, ce n'est pas normal". Et voilà, en cherchant, en cherchant, je suis rentrée dans le comité pour l'amnistie à 13 ans, par une annonce que j'ai eue à la radio, parce que... je croyais que les prisonniers étaient des gens qui devaient souffrir énormément et que c'était eux qui avaient pris l'engagement le plus... comment dire, le plus sincère, de donner tout pour tous. Pour moi c'était buah... ! Pour moi la politique, vraiment, je n'ai pas cherché à comprendre... Pour moi c'était quelque chose à l'écart. Ça voulait dire un engagement personnel, émotionnel, intellectuel... contre l'injustice et contre les abus. Là, c'était le Pays Basque, mais bon, moi, depuis toute petite c'est contre n'importe. [...] Ça aurait été le Front Sandiniste, je serais partie avec le Front Sandiniste. Si, si, à l'époque c'était ça. Je voulais aller en Palestine, je m'en foutais, n'importe où. Oui, n'importe où, à batailler contre une injustice, voilà. J'y allais. Pour donner un coup de main. Je voulais donner un coup de main et un coup de cœur. Voilà ! ».

Les facteurs de l'engagement consistent alors à la fois dans la nécessité d'apporter une réponse à la violence d'État mais également dans le besoin émotionnel de s'opposer à un ennemi (État, police, paramilitaires) continuant d'affirmer une force dissymétrique à l'encontre des Basques¹. L'auto-défense et la volonté de représailles interviennent comme des motivations entremêlées. Si certains activistes admettent cette dimension réactive dans le processus de leur engagement, ils sont loin d'être majoritaires y compris dans les générations $\gamma 1$ et $\gamma 2$, où ils sont pourtant les plus présents. Le sentiment d'injustice, émergeant de nombreux discours, s'exprime dans l'intuition que ce que subit le peuple basque est inique. Il nourrit la conviction que « quelque chose doit être fait » comme le suggère le narratif convoqué par Patxi (IK) pour expliciter la signification de son engagement :

« On nous dit toujours : "il faut patienter, il faut suivre légalement ce qu'il y a à faire", mais c'est vrai que quand on fait pas de bruit, il y a rien qui avance. Et le "bruit", c'est le bon mot parce qu'à l'époque, c'était quelques bombes qui étaient posées sur les maisons secondaires, les bâtiments en construction. S'il y avait pas eu ça, on aurait été envahi, bétonné comme la Corse, le Sud-Est, etc. Donc c'est vrai qu'à l'époque ça a mis beaucoup de frein. Les prix ne se sont pas envolés. Maintenant, c'est vrai, ça repart de plus belle. Donc c'est vrai qu'on faisait pas les choses légalement, mais c'est un cercle vicieux, je dirais, parce qu'on dit : "c'est pas comme ça qu'il faut faire, c'est avec les votes" mais avec les votes, c'est pareil. Quand on fait avec les votes, ça avance pas mieux. C'est malheureux, il y a que quand on fait du bruit qu'on arrive à se faire entendre. On rentre jamais pour de grosses violences. On pense pas à ça. On pense à coller des affiches et ci et ça, ou des cocktails Molotov. Moi, j'ai jamais pensé à

¹ Comme l'évoque un militant rencontré dans le cadre d'une autre enquête, « ceux qui sont entrés dans ETA, plus que pour une idéologie, c'est parce que le cœur le leur dictait » (cité in Reinares, 2001, p. 158).

faire autant que ce que j'ai fait. »¹

« Le constat d'une injustice flagrante va [alors] constituer un moment pivot de la décision de l'engagement. » (Crettiez et Sèze, 2017) Dans cette démarche, les acteurs exprimant de tels sentiments semblent s'être moins nourris d'un héritage familial que de convictions personnelles.

Au sein de cette deuxième génération de militants, les facteurs idéologiques s'affirment donc plus fortement que l'histoire familiale. L'incidence du contexte familial (de type abertzale) est soit absente soit n'a pas été mentionnée comme un des éléments ayant pesé sur l'engagement individuel (voir Tableau 8 et Tableau 9). Ces militants n'ont pas été recrutés au sein du cercle familial. Ils ont plutôt fait la démarche d'aller vers le groupe clandestin, dans une démarche de « recherche d'identité » (Snow et McAdam, 2000), en passant par des activistes dont ils connaissaient l'implication politique ou via leur réseau d'amis (voir Tableau 4). Au sud, ils ont cherché le contact avec l'organisation illégale parmi un groupe de proches, bien souvent de pairs, alors qu'ils ont plus souvent été contactés par l'organisation clandestine au nord. Ces acteurs ont incorporé l'organisation illégale moins jeunes que ceux de la première génération, fréquemment impliqués dès l'adolescence. Leur socialisation politique est souvent antérieure à leur entrée dans le collectif clandestin (voir Tableau 7). Dans ce groupe, l'existence d'un réseau local (niveau méso) intervient de façon cruciale dans la décision de s'engager que ce soit dans les structures légales ou illégales².

Une conception spécifique du sens de l'engagement politique émerge des récits de cette deuxième génération de militants. L'engagement est ici conceptualisé comme un sacrifice dont les individus ont conscience qu'ils ne bénéficieront pas des fruits. La visée étant un Pays basque socialiste et libre, leur action est pensée comme se déployant au bénéfice des générations futures. Les acteurs s'enrôlent consciemment dans un projet politique collectif. La motivation politique de leur engagement est alors prédominante (voir Tableau 11). Ils assument la responsabilité collective des actions menées par l'organisation qu'ils ont rejointe, y compris lorsqu'ils jugent qu'elle a commis des erreurs – en particulier pour ETA – et placent leur engagement individuel dans une dynamique collective qui bénéficiera, à terme, au peuple basque. Une large part des activistes de la G 2 comme de la G 3 assume une pleine responsabilité personnelle pour les actions collectivement menées par ETA. Celles-ci sont envisagées comme l'expression d'un refus de la situation sociopolitique imposée aux Basques du sud et une façon de répondre, avec fierté, à l'humiliation ressentie depuis des générations.

Dans ce groupe générationnel, l'engagement est motivé par de fortes convictions idéologiques, enracinées dans une conscience de l'identité basque. Se dessine, au sein de cette deuxième génération de militants, un ensemble de représentations partagées qui forgent une conscience de ce que serait le peuple basque³. Elles s'articulent autour de l'artificialité du

¹ Patxi ajoute plus loin : « Pour moi, c'était un mal nécessaire malheureusement. Au niveau politique, il y a rien qui avance. Il y a eu pas mal de promesses. Je me rappellerai toujours d'une promesse que j'oublierai jamais, 81, notre petit tonton [François Mitterrand] qui nous avait promis un département. Elle a jamais été tenue. » Voir également Isée supra et Laure : « La lutte qui était menée par l'organisation me semblait nécessaire, tout simplement. Parce que, pour moi, c'était une lutte de résistance... avec des moyens violents, bien évidemment, mais toujours des moyens qui se limitaient dans l'intervention matérielle, jamais d'attaque aux personnes. Ça, pour moi, c'était vraiment une des bases de mon engagement et... j'étais convaincue que c'était ça qui allait faire bouger les choses. C'est d'avoir vu toutes les mobilisations qu'on avait fait – parce que des mobilisations dans la rue, il en y avait énormément – et que ça suffisait pas, et que il fallait aller plus loin, et qu'une autre lutte s'imposait pour arriver à faire vraiment plier les gens d'en face. Et je reste convaincue à l'heure actuelle – toujours je recontextualise, dans l'époque – je pense que c'est quelque chose, pour moi, qui a porté ses fruits. Même s'il y a des choses qui sont plus ou moins intéressantes. Pour moi, ce moment-là, je pense qu'il fallait le faire. »

² Voir Floren, Grégoire, Laure, Paul, Patxi, Thierry pour IK et Flavien, Jovani, Louisa, Xavier.

³ Quoique cette dimension soit toutefois déjà présente dans la première génération de militants.

découpage du Pays basque entre deux États, d'une forme de colonisation par deux États étrangers, d'un sentiment de discrimination et d'une absence d'égalité de traitement entre Espagnols ou Français et Basques, de la nécessité de se sacrifier pour le peuple basque. S'y associe une lecture de la nécessité de la lutte armée comme seul moyen de se faire entendre et de s'opposer au gouvernement espagnol. Ces interprétations sont nourries de la confrontation à un contexte oppressif, à l'existence d'un contexte politique qui déçoit des militants qui espéraient un changement politique réel après la fin de la dictature franquiste voire avec l'élection du gouvernement socialiste en France, pour les militants d'IK. Dès lors, l'engagement s'appuie sur une volonté de résistance aux États français et espagnol, vécus comme une oppression d'États colonisateurs.

En revanche, parmi les plus jeunes générations d'ETA (G 3 et γ 4) l'engagement est vécu comme un appel à l'action. Ces activistes envisagent leur engagement sous la modalité d'une injonction à l'agir et leur engagement politique comme une immersion dans l'action. Comme le dit Ianis : « On est de la génération du "il faut le faire" ». Leur choix a été motivé soit du fait d'un changement d'attitude du gouvernement à l'égard de l'activisme politique abertzale, à la suite d'un événement décisif tel l'interdiction des organisations de jeunesse¹, soit par la participation au mouvement politique de l'insoumission qui voit le jour à la fin des années 1980 et se développe principalement pendant la décennie 1990 dans une logique d'opposition au service militaire espagnol. Ces acteurs éprouvent un sentiment d'impatience à l'égard de ce qui se passe autour d'eux. L'engagement dans la lutte armée est vécu par ce groupe comme un moyen de transformer le monde en se portant vers un horizon meilleur, bien que l'utopie ne soit plus pour eux celle d'un Pays basque socialiste et indépendant. Celle-ci s'incarne désormais dans des préoccupations écologiques et de type altermondialistes. L'engagement constitue, pour ces activistes, une expérience personnelle d'accomplissement de soi, une façon de revendiquer une reconnaissance pour eux-mêmes et de rejeter ce qui est vécu comme une longue expérience de subordination du peuple basque. Les militants de la plus jeune génération d'ETA conçoivent leur vie comme prenant sens à travers l'engagement politique, celui-ci trouvant alors une signification existentielle dont le témoignage de Martial, développant la « signification de son engagement », est emblématique. L'engagement,

« c'est le centre de ma vie. C'est pas seulement que c'est le thème de ma vie mais l'engagement a la signification... d'un engagement pour toute la vie. C'est pas un engagement pour 10 ans, 12 ans, 15 ans. Après tout, on lutte pour des objectifs politiques, pour qu'il y ait de la justice à la fois dans notre pays et dans le monde. Et ça, ça n'a pas de fin. C'est pour toute la vie. Ensuite, il peut y avoir des étapes dans ta vie où cet engagement a une intensité plus forte ou plus faible, mais c'est pour toute la vie... voilà, pour moi, ça a ce sens. »

Toutefois, la nécessité de « faire quelque chose » (N = 13) constitue un motif commun de l'engagement chez nombre d'enquêtés. L'engagement illégal, en plus d'être considéré comme se plaçant dans la continuité d'engagements politiques antécédents, est de façon récurrente conçu sous la modalité d'un devoir (N = 18) soit vécu positivement comme une obligation morale ou comme « ce qu'il fallait faire », soit appréhendé comme le fait de n'avoir pas d'autre choix possible dans la situation de l'époque. La responsabilité de protéger et de défendre le peuple basque – présente dans 17 entretiens sur 64 – justifie non seulement le choix de l'engagement mais récuse également l'idée que cet engagement ait pu être contraint ou forcé. Les enquêtés assument la pleine responsabilité du choix de leur engagement et plus

¹ En 2002, *Jarrai*, les associations de prisonniers *Askatasuna* et *Gestoras Pro-Amnistia* sont interdites. Les activités du parti *Batasuna* sont suspendues pour trois ans en Espagne. En 2003, la Cour suprême espagnole interdit *Batasuna*, *Euskal Herritarrok* et *Herri Batasuna*. La même année, le seul quotidien en langue basque *Egunkaria* est interdit.

largement une responsabilité personnelle pour toutes les actions menées par ETA comme le déclare Vincenzo :

« Moi, en tant que personne, j'étais dans des manifestations à Bilbao de 200.000 personnes où on a crié "Viva ETA militar! ETA, ETA, ETA!". On a participé à ça. On est responsable de ce qu'on a fait collectivement. Quand j'appartiens à KAS¹, ou au Mouvement Basque de Libération Nationale, par action ou par omission, je suis responsable de tout ce qu'ils ont fait mes collègues. Et tous ceux qui ont été avec moi en prison, on est une famille, on est des frères. »

Il ajoute plus loin dans l'entretien :

« C'est pas celui qui a actionné le pistolet qui est responsable de ce qu'il a fait. Moi, j'ai fêté beaucoup de fois avec le champagne les exécutions de tortionnaires, de répresseurs, de choses comme ça. J'ai crié "Gora ETA-militar!". Je suis responsable de ce qu'ils ont fait. »

La variation dans les trajectoires d'engagement des générations successives réside donc moins dans leur rapport à la violence (voir Della Porta, 2013) que dans une conscience et des motivations politiques qui évoluent et pèsent de façon distincte sur leur trajectoire d'engagement illégal. La motivation de l'entrée dans l'organisation se formule, au fil des générations, de plus en plus comme relevant de motifs politiques au détriment d'autres facteurs, notamment culturels (voir Tableau 11). Si plus de la moitié des militants d'ETA (9 militants sur 16) dévoilent des motivations politiques à l'origine de leur engagement dans la première génération ($\gamma 1$), cette proportion passe au deux tiers avec la $\gamma 2$ (10 militants sur 15) et concerne presque la totalité d'entre eux pour les deux dernières générations ($\gamma 3$ et $\gamma 4$ avec respectivement 9 militants concernés sur 10 et 10 militants sur 10). Cette évolution s'explique partiellement du fait de la place et de la reconnaissance données à la langue basque au nord comme au sud ainsi que par la transformation des institutions avec notamment l'adoption du Statut d'autonomie du Pays basque sud, dont les modalités ne s'étendent toutefois pas à la Navarre.

L'indétermination de l'engagement qui s'exprime dans le fait de « faire quelque chose », de « participer » à un mouvement, à une résistance, de ne pas rester passif tend, au fil des générations, à se préciser (voir Tableau 6). Il s'agissait, à l'époque de Franco, de « faire quelque chose », ne pas se laisser faire mais cette expression de la motivation tend à s'effacer. *A contrario*, l'interprétation de ce type d'implication comme un engagement total, un don de soi, un engagement existentiel s'affirme avec le temps et est d'autant plus présent que les générations nous sont contemporaines. Une constante de l'interprétation de l'engagement illégal par les acteurs eux-mêmes est de le concevoir comme naturel, logique, évident, comme une continuité avec un engagement politique antérieur d'abord légal. L'auto-compréhension de sa propre trajectoire se place ainsi aux antipodes des discours publics et politiques sur l'entrée dans le terrorisme. Le saut ou le basculement à travers lequel on veut décrire communément l'entrée dans l'illégalité diverge fortement de l'interprétation, par les individus, de leur propre trajectoire.

Tableau 11 : Facteurs ayant pesé sur l'engagement militant

(Les modalités de réponses recensées dans ce tableau ne sont pas exclusives.)

	<i>Motivation politique</i>	<i>Multitude de facteurs</i>	<i>Total des militants</i>
<i>ETA</i>			
$\gamma 1$	9	4	16

¹ Coordination abertzale socialiste.

<i>γ 2</i>	10	5	15
<i>γ 3</i>	9	1	10
<i>γ 4</i>	9	2	9
<i>IK</i>			
<i>γ 1</i>	1	1	1
<i>γ 2</i>	7	6	8
<i>γ 3</i>	2	1	3
<i>CCA</i>	1	1	1

3.2 POURQUOI PRENDRE LES ARMES ? DES REPRESENTATIONS DE L'ACTION POLITIQUE EFFICACE

Si les motivations ayant conduit les acteurs à soutenir la lutte clandestine ont évolué au fil des décennies au Pays basque, peut-on souligner une évolution similaire dans l'argumentaire justifiant l'usage de la lutte armée ou de la propagande armée pour IK ?

L'incidence que nous avons mise en évidence du contexte international sur la formulation de l'utopie dont se sont inspirés les acteurs de la G 2 se retrouve dans leur interprétation des outils politiques mobilisables dans cette quête. Du côté d'IK en particulier, les militants ont d'abord assumé des formes d'engagement légal. Devant leur impuissance à parvenir à leurs objectifs, ils ont envisagé la lutte armée – et, pour IK, la propagande armée ou propagande par le fait – comme l'outil politique le plus efficace dans l'éventail des moyens à leur disposition. Des mécanismes analogues interviennent dans les processus d'engagement de part et d'autre de la frontière. Le discours d'Ekaitz est là pour le rappeler, lorsqu'il évoque son entrée dans ETA :

« Je venais de faire les 19 ans. Avant ça, tu veux les motivations ? Le pourquoi ? Je suis né au milieu du conflit et depuis très petit, je voyais les gens, les arrestations. Ils ont arrêté le fils de je sais pas qui ou le mari de l'autre. La situation qu'on avait dans le quartier, les manifs, les affrontements. C'était une ambiance, pas une guerre déclarée mais d'un conflit politique... Avec une version violente, si tu veux, très claire. Et depuis très jeune j'avais la conscience que l'outil le plus efficace pour faire face à l'État espagnol, en ce temps-là c'était la lutte armée. Alors, si j'étais très jeune, c'était parce que c'était moi qui l'aie cherché. Ça a pas été que quelqu'un est venu me proposer. Non, ça a été moi qui l'aie cherché. [...] Oui, c'est moi qui suis allé... [vers l'ETA]. Et en plus c'était pas facile à l'époque, dans une ambiance de clandestinité, tu ne sais rien. En Irlande, par là, peut-être que c'était plus simple. Avec l'IRA, il était dans les quartiers. Tout le monde, il savait qui était qui. Une organisation comme l'ETA, non c'était beaucoup plus compliqué. C'était en 1983 »¹.

On retrouve, de façon récurrente parmi ces militants, le sentiment que l'État espagnol ou français poursuit la destruction du peuple basque non pas seulement sur le plan politique mais également en termes d'identité, ce sentiment étant déjà présent parmi la première génération d'activistes. Dès lors, la réponse militaire semble la seule appropriée (voir Grégoire et Jovani, encadré 1). L'existence d'une organisation déjà constituée et privilégiant des moyens d'action illégaux s'avère décisive dans ces parcours d'engagement.

Parmi ces acteurs, prévalent une représentation de la lutte armée comme juste et la conviction qu'il n'y a de changement possible que par l'action de chacun, étant entendu que la protestation non-violente et la politique conventionnelle se sont révélées, en la matière, inutiles. La lutte clandestine apparaît comme l'outil politique pertinent. Le contexte global de la fin des années 1960 et du début des années 1970 les conforte dans cette représentation pour

¹ Voir aussi Florian (ETA), encadré 1.

autant qu'il leur semblait conduire inexorablement vers une radicalisation des conflits en Europe occidentale et dans le Tiers-monde. À leurs yeux, ce contexte justifiait, en dernière instance, le recours à la violence comme moyen stratégique contre les États français et espagnol. La lutte armée constitue alors un outil – comme les enquêtés le soulignent souvent –, un instrument pour résister, exprimer leur colère, lutter contre l'État et la garde civile, peser dans le rapport de forces avec l'État. Ce dernier prend la figure de l'ennemi contre lequel la violence politique doit s'exercer. La répression tend à confirmer ce cadrage de la situation comme fondamentalement injuste et motive une critique radicale des institutions, de l'État, de la transition « démocratique » en Espagne, les forces de l'ordre nationales étant perçues comme des forces d'occupation¹.

Encadré 1 : Extraits d'entretiens avec les militants du nord (IK) et du sud (ETA) sur la lutte armée comme outil politique le plus efficace à l'époque de leur engagement

Grégoire, né en 1961 et entré à IK au début des années 1980, retrace son parcours en mobilisant explicitement ce motif : « J'étais dans un petit, micromouvement de gauche, écologiste, féministe qui s'appelait *Ezker berri* (Nouvelle Gauche), où il y avait beaucoup de gens qui ont été des cadres du mouvement abertzale ces dernières décennies. Et donc en étant dans ce parti, ce petit mouvement politique, j'ai fait mes premiers pas dans la politique légale, et là aussi *assez rapidement j'ai vu que la légalité avait ses limites*. Et j'ai fait partie de ces jeunes qui ont considéré que pour se faire entendre de Paris, il fallait utiliser la voie de la violence politique. Et donc c'est comme ça que je suis entré à Iparretarrak. En voyant justement les limites de l'action légale, c'était une période où il y avait pratiquement toutes les semaines [des] manifestations à Bayonne, Biarritz, Hendaye, pour les écoles basques, pour les réfugiés, etc. Donc une période où l'expression démocratique était forte mais insuffisante. En tout cas, on avait que des sourdes oreilles, voire du mépris, voire de la violence policière face à nous. Évidemment dans ce contexte, il était assez rapide pour moi de passer la frontière de la politique légale à la politique illégale, celle d'Iparretarrak. »

Florian, né en 1966 et entré à IK en 1983, lui fait écho : « On se retrouve à un moment donné en tant que militant abertzale très engagé. Sur une situation, au Pays basque, qui est de plus en plus difficile à supporter, parce que pour nous il y a une véritable injustice. On est de plus en plus conscient qu'on est un peuple, qu'on a, nous, une légitimité en tant que peuple de vivre comme on le souhaite et en plus c'est un droit international (les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes). [...] Cette conscience est très exacerbée, de plus en plus exacerbée en tant que militant abertzale et en face, on voit un mur. On a un mur et on se dit que... moi, je me dis qu'il faut faire autre chose pour faire éclater ce mur-là et pour que nos revendications soient prises en compte. Et on veut exercer une pression importante pour qu'on nous prenne au sérieux. C'est ça que je me dis quand je entre dans la lutte armée, *c'est un outil qui nous permettra d'aller plus loin parce qu'on n'est pas assez entendu*. » (nous soulignons)

Bien qu'ayant intégré ETA quelques années plus tard, Jovani, né en 1966 et entré à ETA à la fin des années 1980, explique également en référence à ce paradigme pourquoi il décida de prendre les armes : « Dans notre cas, nous voulions vraiment prendre les armes et lutter contre l'État. [...] Nous pensions vraiment, à l'époque, que les voies politiques ne nous donnaient pas la possibilité d'atteindre nos objectifs. Bien qu'ETA ait toujours défendu l'indépendance et le socialisme au Pays basque, elle a considéré que le droit à l'auto-détermination était un objectif intermédiaire. Ce que nous demandions en réalité, c'était que le peuple basque puisse décider de son avenir. Et cela a été continuellement nié, c'est-à-dire, non seulement nié, mais à l'époque, comme je vous le disais, ils mettaient des bombes dans une librairie qui vendait des livres en basque. Les groupes paramilitaires ont mis des bombes dans les magasins qui vendaient des livres en basque. En d'autres termes, il y a eu un déni de culture, alors bien sûr, nous avons pensé que bien que la gauche abertzale, *Herri Batasuna*, pouvait se présenter aux élections, mais nous avons vu qu'il ne serait pas possible pour le gouvernement espagnol, sauf s'il y était forcé, de nous accorder le droit de décider librement de notre avenir. Nous pensions que ce n'était pas possible. Et c'est pourquoi nous avons dit que nous devions le forcer à... en fait, il y a eu

¹ Voir le récit par Isée (ETA) de l'atmosphère des villes touchées par le plan Zone Spéciale Nord.

plusieurs processus de négociation avec ETA. Le premier – et je pense que l'un des plus importants – était en 1989, à Alger. Des représentants du gouvernement espagnol et de l'ETA se sont assis pour tenter de négocier. Mais le gouvernement espagnol, comme toujours, a rompu... ».

Parmi l'ensemble des possibilités pratiques de lutte, ETA et IK apparaissent donc aux militants comme les organisations les plus opérantes grâce auxquelles il semblait possible d'obtenir des changements dans ce qui leur semblait être, à l'époque, un nouveau contexte sociopolitique au sud en particulier. La violence politique est perçue, dans une logique pragmatique, comme l'unique moyen et l'unique réponse à la situation politique imposée par les deux États¹. Les moyens d'action illégaux sont cadrés comme les outils les plus efficaces pour influencer une situation qui leur paraît bloquée que ce soit au nord comme au sud quoique pour des motifs distincts (voir Jules). Leur activité politique légale leur semble vouée à l'échec ou impuissante à faire aboutir la cause qu'ils défendent. Au sein de la plus jeune génération de militants d'ETA (G 3), l'engagement politique violent est appréhendé comme un moyen de reconquérir une forme de respect refusé par les gouvernements espagnols et récusé par la présence policière au Pays basque. Il se voit motivé par une sorte de frustration face à la politique légale et aux discours légalistes. Le sentiment d'avoir un rôle à jouer et le fait d'éprouver une obligation générationnelle – une obligation eu égard à ce que les générations passées ont sacrifié pour le peuple basque – sont très présents. Interrogée sur la signification de son engagement, Blandine souligne :

« J'ai toujours grandi avec la sensation d'être dans un pays en guerre. Donc pour moi, c'était la signification, quelque part c'était quelque chose – j'allais dire – que je devais faire mais il y a une notion d'obligation que je ne sentais pas non plus. C'était vraiment une envie. J'avais une envie d'aider là où je pensais que je pouvais aider le plus, ou il fallait le plus. Je voyais qu'il y avait beaucoup de gens pour les manifs, beaucoup de gens pour les affiches et donc qu'il fallait aussi des gens prêts à s'engager, à engager leur vie entière. »

L'action clandestine voire la violence politique constituent alors un moyen et une façon d'exprimer leurs opinions au sein du débat public et dans le cadre du conflit avec l'État. Dans les années 1990-2000, la *kale borroka* ou combat de rue en constitue une illustration paradigmatique (voir Ferret, 2012, 2014) mais tel est également le cas des actions militaires menées par ETA. Celle-ci est appréhendée par les militants qui s'y sont incorporés comme un instrument pour porter leurs convictions.

Rejoindre la lutte armée est également conçu par ces activistes comme la possibilité de peser sur le cours de l'histoire et le destin du peuple basque, de participer à une lutte dont ils se perçoivent comme les héritiers, dans la perspective d'un devoir moral à l'égard des générations antérieures. Cet engagement leur confère une fierté et le sentiment de reprendre le contrôle de leur destin, de pouvoir transformer les conditions sociales ainsi que le contexte sociopolitique. Il est conçu comme la possibilité à la fois d'influer sur le cours de l'histoire mais aussi de reconquérir une souveraineté perdue face aux deux États.

Le sentiment de fierté induit par le fait d'appartenir à une organisation de lutte pour le Pays basque se nourrit également du fait d'avoir été capables de répondre personnellement à la nécessité de « faire quelque chose ». Loin de se considérer comme des terroristes, ces militants basques conçoivent leur trajectoire politique comme une posture de résistance face à la répression de l'État espagnol. Au sein de cette génération, parmi laquelle on compte nombre de femmes², l'engagement politique s'est déployé dans le contexte des batailles de rue, des confrontations avec la police et surtout de l'interdiction des organisations de jeunesse. Certains acteurs sont issus des rangs des jeunes émeutiers protestataires de la *kale borroka*

¹ Voir Laure et Jovani qui explique son choix de prendre les armes dans l'encadré 1.

² Parmi les neuf militants rencontrés de la G 3, cinq sont des femmes.

convaincus qu'une offensive active contre l'État espagnol et le maintien de la conflictualité constituent le meilleur moyen d'obtenir une évolution du conflit au Pays basque et de son traitement par l'État espagnol. Ils et elles justifient leur choix de la lutte armée comme un refus de la domination, de la répression et des injustices. L'engagement dans cette voie est conçu, d'une part, comme une réaction à la violence structurelle et à la violence d'État imposées en Hegoalde et, positivement d'autre part, comme une volonté de changer de société, de lutter contre les injustices y compris de genre, le combat mené se pensant sur plusieurs fronts.

4. Répression et clôture de la structure des opportunités politiques

L'analyse des récits autobiographiques et des représentations du conflit au Pays basque permet de souligner des similarités dans les raisons de l'engagement clandestin. Bien que les contextes historique et géographique aient évolué, on peut identifier une récurrence de l'effet de certains événements macrosociaux sur les trajectoires individuelles. Les interactions dynamiques entre niveaux macro et microsociaux sont particulièrement récurrentes s'agissant de la répression et de la représentation de la clôture de la structure des opportunités politiques (SOP).

4.1 DE LA DICTATURE A LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE : REPRESSION ET TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT

Il est commun, dans les récits de vie tissés par les militants basques quelle que soit la génération dont ils sont issus, que s'exprime une mémoire de la répression s'abattant sur les proches. Les souvenirs d'enfance en particulier sont baignés par celle-ci¹. La répression se décline d'abord dans la discrimination subie par les Basques. La première génération de militants d'ETA a été fortement marquée, surtout au sud, par les multiples formes de discrimination subies en particulier à l'école et de la part des forces de l'ordre (garde civile). La question linguistique est très présente parmi les motivations d'engagement de ces acteurs avec notamment des souvenirs d'ascendants ne parlant pas castillan ou français et qui ont été moqués faute de maîtriser cette langue. Elle nourrit, comme nous l'avons souligné, un désir de reconnaissance. Corrélativement à ce souci de reconnaissance, l'effet de la répression qui était à l'époque très forte sur les minorités est fréquemment mentionné dans les récits de vie. Pour une partie des militants d'ETA engagés pendant la dictature, l'expérience de la violence d'État est très présente au même titre que la répression indiscriminée et la discrimination instituée à l'encontre des Basques.

Le contexte répressif immédiat n'est pas le seul à avoir marqué les consciences militantes. Certains événements macrosociaux ont également pesé sur les trajectoires d'engagement. Parmi la première génération de militants, il est commun qu'un événement transformatif, incarné de façon récurrente par le procès de Burgos, ait été le point de départ et le moteur de l'engagement illégal à tout le moins dans la construction rétrospective que les acteurs proposent de leurs parcours. Cet événement s'incarne par excellence dans la répression politique persistante durant le régime franquiste, y compris à une époque où Franco est mourant.

¹ Voir Élodie et Madeleine (membres d'ETA) pour la G 1 ; Estrella, Franck et Thibault (tous membres d'ETA) pour la G 2.

Néanmoins l'évocation de la répression traverse les récits de vie de chaque génération de militants¹. Pour la G 2, née dans les années 1960, l'engagement illégal tend à intervenir après un événement décisif qui nourrit la conviction que seule la lutte armée est capable de conduire à un changement sociopolitique réel de la situation au Pays basque. Dans ce second groupe, se voient spontanément mentionnés, s'agissant de la prise de conscience et des décisions d'engagement des acteurs, des événements décisifs de niveau mésosocial plutôt que macrosocial, en particulier au nord. La mort de camarades est fréquemment évoquée comme un événement marquant dans les parcours individuels ainsi que six récits des huit membres d'IK appartenant à la γ 2 le rappellent.

Plus généralement, les trajectoires d'engagement des militants nés dans les années 1960 et actifs au sein des deux États démocratiques sont caractérisées par le poids de la violence d'État, vécue comme un événement décisif pesant sur la trajectoire individuelle (voir Tableau 12). Les événements précédemment mentionnés trouvent dans ce tableau leur expression subjective. Toutefois l'effet de la répression demeure aussi marquant pour les plus jeunes générations de militants du sud.

Tableau 12 : Effet de la répression sur les trajectoires d'engagement selon les générations militantes

<i>Occurrences de la répression</i>	<i>Oui</i>	<i>Nombre de militants</i>
<i>ETA</i>		
<i>G1</i>	19	30
<i>G2</i>	9	13
<i>G3</i>	7	9
<i>IK</i>		
<i>G1</i>	1	5
<i>G2</i>	4	7
<i>CCA</i>	1	1

Ainsi les générations nées dans les années 1960-1970 sont celles pour lesquelles la répression a joué un rôle marquant dans les processus d'engagement. Elle intervient de façon notable dans les récits de soi et s'y voit mobilisée comme un facteur d'implication politique récurrent. La persistance de la répression visant en particulier les militants abertzales a joué un rôle de premier plan dans les facteurs environnementaux ayant pesé sur les trajectoires militantes. La mise en œuvre de la guerre sale (*i.e.* de la violence paramilitaire) soutenue par le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez a constitué un élément de confirmation de la continuité des modes d'action du franquisme au sein de la récente démocratie espagnole. Parmi les événements décisifs que les militants, qui n'avaient pas d'engagement politique antérieur, évoquent pour expliquer leur rapprochement avec l'organisation clandestine figure au premier plan la violence d'État et la violence paramilitaire contre les Basques.

La violence d'État (policière ou paramilitaire) en contexte démocratique joue, pour la génération qui s'engage pendant la transition vers la démocratie, un rôle de premier plan qu'elle s'exerce sur des militants d'ETA ou sur la population basque plus largement. Pour ce groupe, le facteur décisif d'engagement coïncide donc avec des événements spécifiquement

¹ D'autres travaux empiriques, faisant place à la parole militante, en attestent : « Bien plus que les aspects sociaux et nationalistes, c'est l'intensité avec laquelle j'ai vécu la répression de notre pays... Ce n'est pas que j'ai été particulièrement maltraité... C'est qu'ils nous ont tués, ils nous ont tiré dessus, ou du moins ils ne nous ont pas permis d'être un minimum libre, n'est-ce pas ? Du moins, c'est ce que j'ai ressenti. Je pensais que c'était une expression de rage, une réponse à la répression, mais plus comme de la légitime défense » (cité in Reinales, 2001, p. 129).

identifiables qu'ils relèvent de la biographie personnelle (voir Ekaitz) ou historique (tel le procès de Burgos de 1975, quelques mois avant la mort de Franco, la répression des mouvements sociaux). La confrontation à la répression touchant des proches (famille ou amis) constitue également un trait distinctif du parcours des plus jeunes membres d'ETA (G 3 et γ 4). Mona, par exemple, a vu sur son père les séquelles de la torture. « La confrontation personnelle avec une scène traumatisante impliquant le sentiment d'obligation morale à l'action » (Crettiez et Sèze, 2017) intervient alors de façon transformative.

4.2 PERCEPTION DE LA CLOTURE DE LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES

La dénonciation de la répression se double de celle de l'absence de toute possibilité de transformation de la situation institutionnelle au Pays basque. Le contexte basque est propice à l'exploitation de la distinction entre SOP et perception de la clôture des opportunités politiques abondamment analysée par la littérature secondaire¹. La SOP a été conçue, dans sa formulation initiale en science politique, comme un facteur explicatif de la possibilité des révoltes (voir Eisinger, 1973, p. 11-12 ; Tilly, 1978 ; Tarrow, 1994 ; Meyer et Staggenborg, 1996). Initialement elle désignait l'ensemble des éléments de l'environnement et du contexte politiques, exerçant une influence positive ou négative sur l'engagement dans une protestation collective (voir Eisinger, 1973). La fermeture de la SOP est objectivement incontestable sous le franquisme. Toutefois, dans le discours des militants de la G 2 qui ont donc rejoint ETA après la chute de ce régime, le motif de la continuité entre le franquisme et la démocratie est récurrent. Ce sentiment de persistance des structures franquistes en contexte démocratique se nourrit de la prégnance de la répression qui s'abat de façon plus sévère sur le peuple basque ainsi que sur les mouvements sociaux. L'instauration des structures de la démocratie se révèle impuissante à effacer un sentiment de clôture au sud du Pays basque (voir Tableau 13).

Les sentiments d'injustice, précédemment évoqués et très présents dans la G 2, se nourrissent d'une asymétrie des procédures d'amnistie qui gracie les soutiens au régime franquiste et non ses opposants (voir Baby, 2015, p. 50 ; Richard et Vorms, 2015, p. 5). La loi d'amnistie de 1975 et 1976 exclut les membres d'ETA alors prisonniers. De même, la *Ley de Amnistía* 46/1977 du 15 octobre 1977 concerne tous les crimes et délits politiques commis avant le 15 décembre 1976 (article I, a) ainsi que d'autres plus tardifs liés « au rétablissement des libertés publiques ou à la revendication des autonomies », lorsqu'il n'y a pas eu de « violence grave contre la vie ou l'intégrité des personnes », écartant ainsi les auteurs de crime de sang ou d'atteinte à l'intégrité physique d'autrui et par conséquent une grande partie des prisonniers d'ETA (article I, c). En outre, cette loi a eu pour effet de garantir l'impunité pour les actes de violence institutionnelle effectués sous la dictature, c'est-à-dire pour les criminels franquistes responsables de violations des droits de l'homme, en levant la responsabilité judiciaire des auteurs d'attentats de cette période et en écartant la possibilité de poursuites judiciaires à leur endroit.

S'ajoute à ce constat d'asymétrie en matière d'amnistie une insatisfaction des revendications formulées par la gauche abertzale renforçant encore le sentiment de clôture de la SOP. L'adoption du Statut d'autonomie du Pays basque en 1979 est loin de satisfaire les ambitions de cette frange du paysage politique. De même, la violence persistante de la répression, qui s'abat en particulier sur les mouvements sociaux, tend à mettre en doute la transition et la sortie du franquisme. Ainsi le 3 mars 1976, cinq ouvriers sont tués dans une

¹ Sur la relation entre les changements de la structure des opportunités politiques et la mobilisation des mouvements sociaux, voir McAdam *et al.*, 1996. Sur le rôle de la perception de la SOP sur les mobilisations, voir Kurzman, 1996 ; McAdam *et al.*, 2001 ; Mathieu, 2004.

église de Vitoria-Gasteiz où ils s'étaient réunis. La répression est également vive en mai 1977 durant la semaine pro-amnistie qui se tient du 8 au 15 mai dans les provinces d'Álava, Guipúzcoa, Biscaye et Navarre où une amnistie complète y compris pour les « crimes de sang » est revendiquée. Une répression disproportionnée est également à l'œuvre le 8 juillet 1978 aux fêtes de Pampelune (fêtes de Saint Fermin, dites Sanfermines) à la suite du déploiement d'une banderole demandant l'amnistie totale des prisonniers basques¹ ainsi que lors de manifestations contre la répression comme en décembre 1979 (*El País*, 4 décembre 1979). Dans ce contexte, le cadrage de la situation politique espagnole comme celle d'une transition vers une démocratie d'apparence, c'est-à-dire formelle mais sans réalité pour le peuple et le territoire basques tend à devenir très prégnant chez ces militants.

Du côté d'IK, 7 individus appartiennent à la G 2 et 8 (quoique pas toujours les mêmes) ont intégré le groupe entre la seconde moitié des années 1970 et la fin des années 1980. Le poids de la répression, comme facteur d'engagement, est mentionné par cinq de ses acteurs (de la γ 2) ainsi que de façon prépondérante la référence à des événements mésosociaux inhérents au groupe clandestin déjà constitué. De façon paradoxale, s'exprime dans le discours de ces acteurs un très fort sentiment de clôture des opportunités politiques, dans le contexte d'une démocratie qui voit l'élection d'un gouvernement socialiste présenté comme favorable à la création d'un département basque (voir Tableau 13 ; Guibet Lafaye, 2020a, chap. 3). Ce sentiment de clôture de la SOP est très prégnant parmi la deuxième génération de militants (G 2) comme le montre le Tableau 13.

Tableau 13 : Sentiment de la forclusion des opportunités politiques parmi les générations civiles

<i>Sentiment de clôture de SOP</i>	<i>Oui</i>	<i>Nombre de militants</i>
<i>ETA</i>		
<i>G 1</i>	20	30
<i>G 2</i>	9	13
<i>G 3</i>	3	9
<i>IK</i>	9	12
<i>G 1</i>	4	5
<i>G 2</i>	5	7
<i>CCA</i>	1	1

Ainsi et aussi surprenant cela puisse paraître, le sentiment de la forclusion de la SOP est plus prégnant et plus affirmé dans les générations qui entrent dans le militantisme après la mort de Franco ainsi que dans le contexte français d'un État dit ouvert. Ce sentiment s'explique notamment par la persistance des formes de répression à l'égard du peuple basque dans un contexte de sortie du franquisme comme par la présence policière et militaire sur le territoire du Pays basque.

5. Une évolution générationnelle du rapport à la violence ?

Les éléments précédemment décrits conduisent à relire de façon critique l'analyse proposée par D. Della Porta (2013) des deux générations au sein d'ETA. La périodisation opérée par l'auteure établit une distinction entre la génération des fondateurs – qu'il n'est plus aujourd'hui possible d'interroger pour ETA – et la génération ultérieure. Cette caractérisation

¹ Un étudiant est tué et 150 personnes blessées.

dichotomique ne peut être *a priori* pertinente pour une organisation comme ETA qui a connu un demi-siècle d'évolution, des scissions et par conséquent plusieurs générations successives de militants. Selon D. Della Porta, la première génération de militants serait plus liée à d'anciennes traditions politiques, en l'occurrence celles du nationalisme pour ETA. D'un point de vue historique, l'argument est, en tant que tel discutabile, dans la mesure où les documents produits par les différentes Assemblées d'ETA mettent en évidence une inspiration marxiste dès les origines du mouvement. De même, l'influence fanonienne – *i.e.* le paradigme de la libération nationale qui se distingue du nationalisme – était également fortement marqué (voir Guibet Lafaye, 2020a, chap. 2 pour une critique de la réduction d'ETA à un mouvement nationaliste).

Della Porta estime également que la participation au milieu nationaliste est facilitée par des liens familiaux ou amicaux puis s'intensifie avec l'expérience quotidienne de confrontations violentes avec la police et les groupes paramilitaires (Della Porta, 2013, p. 117). Cette interprétation omet l'appartenance, plusieurs fois vérifiée, des jeunes générations à des familles abertzales. Pour les plus jeunes activistes, leurs parents sont militants dans 7 cas sur 9. L'analyse des trajectoires et de leur enracinement familial (voir Tableau 8 et Tableau 9) invalide la thèse selon laquelle les premiers militants avaient une socialisation primaire antérieure à l'engagement alors que les secondes générations sont portées par la radicalisation du fait d'un contexte sociopolitique répressif.

D. Della Porta estime que les fondateurs de groupes clandestins venaient souvent de familles engagées politiquement, dans lesquelles ils étaient socialisés à des valeurs spécifiques et qui les ont nourris de récits (de narratifs) spécifiques concernant le monde – ce qui ne se vérifie par exemple pas pour IK. De même, s'agissant d'ETA, cette identification est discutabile. José Miguel Beñaran Ordeñana, dit *Argala*, était d'une famille abertzale mais José Luis Alvarez Emparanza, dit *Txillardegi* n'est pas issu d'une famille bascophone. Bien qu'appartenant aux fondateurs d'*Ekin*, qui précéda ETA, il ne tient pas son engagement politique de son environnement familial. Tel est également le cas de Txomin Iturbe. En revanche, Julen Madariaga est issu d'une famille de militants du Parti National Basque (PNV). Il accompagna son père en exil au Chili durant la guerre civile espagnole (*El Mundo*, 20 juin 2006). Il participa également à la création d'*Ekin* ainsi qu'à la Ie Assemblée d'ETA qui eut lieu à Bayonne. S'agissant de Javier Etxebarrieta Ortiz, on sait qu'un de ses frères aînés José Antonio Etxebarrieta, plaida la défense de Xabier Izko de la Iglesia au cours du premier procès de Burgos (1970). Enfin, le père de Mikel Antza qui eu une position stratégique dans ETA, après l'arrestation de Bidart en 1992, figure également parmi les fondateurs d'*Ekin*.

D. Della Porta affirme en outre que les stratégies de recrutement des organisations clandestines à l'époque des fondateurs et des premières générations étant plus précautionneuses, l'intégration dans ces dernières était lente, impliquant une rupture graduelle avec les représentations du monde ultérieurement portées et nourries, dans le cas présent, par le nationalisme basque traditionnel. Cette interprétation est d'autant moins pertinente pour ETA que le Pays basque vit sous domination franquiste et que toute activité de promotion de l'identité basque était réprimée. Selon D. Della Porta, pour la première génération, la violence était apprise graduellement au sein des groupes clandestins (Della Porta, 2013, p. 144). Pourtant les militants des premières générations soulignent à foison l'environnement ultra-répressif et arbitraire de l'époque franquiste où la violence était le lot quotidien des Basques. Nombre d'entre eux ont des souvenirs d'enfance de parents malmenés par la garde civile, torturés voire tués par le pouvoir. Toutes les manifestations étaient marquées par la répression, la garde civile étant réputée pour sa gestion musclée de toute expression de la différence basque ou de toute revendication sociale. Les réunions politiques étaient réprimées et la liberté d'association bafouée. Le processus d'intégration au sein des organisations clandestines semble avoir au contraire toujours été caractérisé par la gradualité, si ce n'est un possible relâchement concernant ETA au cours des années 1980, après la

disparition d'ETA-pm, mais surtout à partir années 1990. Cette progressivité constitue un principe cardinal des organisations clandestines, obligées de s'assurer du parcours et de la confiance qu'elles peuvent avoir dans leurs nouvelles recrues, cette « tradition » ou procédure ne s'effaçant pas avec le temps.

La grille de lecture générationnelle proposée D. Della Porta est donc fautive car plutôt que d'étudier des parcours de militants, l'auteure superpose une approche normative de ces trajectoires au nom de ce qui paraît être leur « rapport à la violence ». La raison sous-jacente à cette opposition – qui se donne pour générationnelle mais qui est en réalité normative – réside dans le rapport à la violence que l'on veut dénoncer dans la seconde génération, alors qu'il serait *a priori* légitime chez les anciens, justifié aux yeux de l'analyste par le franquisme, c'est-à-dire par une digne lutte de résistance à laquelle l'auteure accorde une valeur axiologique. D. Della Porta stigmatise la violence des « secondes générations », aux délimitations très larges de « ceux qui venaient après les fondateurs », dans la mesure où elle surgit dans un contexte considéré comme démocratique. Ce biais interprétatif se retrouve dans la lecture défendue par Robert Clark (1984) qui estime que, pour la première génération, la violence soulevait des problèmes moraux. Pourtant l'extrait d'entretien sur lequel Clark s'appuie pour justifier cette conclusion énonce des arguments que l'on retrouve jusque dans les propos des plus jeunes générations rencontrées dans le cadre de notre enquête¹.

D. Della Porta estime également que la seconde génération de militants a grandi dans un environnement déjà radicalisé par les organisations clandestines². Leurs traditions familiales étant plus variées, les militants seraient socialisés à la violence dès leur plus jeune âge et rejoindraient la clandestinité très jeunes. S'il est exact qu'au cours des années 1970, il existe une pluralité d'organisations d'extrême gauche en Espagne (GRAPO³, FRAP⁴, CAA) mais également d'extrême droite (BVE, Triple A, GAE⁵) dans les années 1980, la confrontation à la violence ne s'opère pas nécessairement plus tôt que l'on appartient à la G 2 ou à la G 1. Dans la majorité des cas et quelle que soit l'organisation, l'option de la clandestinité est prise au début de la vingtaine parce que les individus sont recherchés ou trop fortement soupçonnés par la police d'être des militants d'ETA pour persévérer dans une militance légale⁶ (voir Tableau 16). On ne peut considérer que pour la G 2, « l'expérience de la violence précède l'entrée dans la clandestinité » (Della Porta, 2013, p. 144), dans la mesure où le rapport à la violence et à la répression constitue un facteur déterminant dans les parcours militants de chacune des générations (voir Tableau 12). La première génération (civile) est souvent marquée par un événement répressif de type macrosocial, tel le procès de Burgos, la deuxième

¹ Goio donne une réponse à l'une des questions que nous posons dans notre investigation : « You think about that ask yourself questions, but, well, you think, you have to do it, because someone has to do it » (Reinares et Herzog, 1993, p. 29). Le sentiment du devoir et de la nécessité d'agir face à une situation perçue comme injuste sont très prégnants dans la G 2 ainsi que dans la G 3 où il est vécu comme une injonction existentielle à l'action (voir Elikia, Fabienne, Faysal, François, Isée, Jaad, Julien, Martial, Nicolas, Pantxo, Patxi, Thierry).

² D. Della Porta omet, en l'occurrence, la dimension interactive dans la création d'un contexte. Si ETA a en effet adopté le schéma action-répression-action, il n'en demeure pas moins que la répression et l'interdiction systématique de toutes les organisations abertzales contribue à un effet de radicalisation. Sur la constitution relationnelle et interactive de l'environnement social, voir Fillieule, 1997.

³ *Grupos de resistencia antifascista primero de octubre* (Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre) principalement actifs de 1975 à décembre 1977 (quoique certaines actions se soient déroulées jusqu'en 2006).

⁴ *Frente Revolucionario Antifascista y Patriota* (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote), actif de 1971 à 1978.

⁵ Bataillon Basque Espagnol (BVE), Alliance Apostolique Anticomuniste (Triple A), Groupes Armés Espagnols (GAE).

⁶ Nous avons le cas exceptionnel d'un militant qui a rejoint l'organisation alors qu'il avait la trentaine (Elliot) pour se consacrer à la collecte financière et à des thématiques logistiques.

par un événement répressif dont le militant a été témoin et qui a souvent touché son entourage proche, la troisième par la violence structurelle imposée au Pays basque et aux générations antérieures. Affirmer que « les conflits non résolus entre centre et périphérie en Espagne ont contribué à produire de nouvelles générations de militants ayant moins de tabous avec la violence » est partial d'un double point de vue au moins : d'une part, la période franquiste est associée à l'exercice d'un très fort degré de répression arbitraire et indiscriminée mais également de discrimination ethnique ; d'autre part, on attribue l'usage de la violence aux militants, en omettant de tenir compte de la violence institutionnalisée qui prend pour cible le Pays basque. Parmi les 51 militants d'ETA rencontrés, Leonardo qui a quitté ETA après le 23-F (1981) et qui est très critique à l'égard du mouvement abertzale en général et d'ETA en particulier, est l'un des rares qui vérifie la thèse de Donatella sur le rapport à la violence des différentes générations de militants du groupe¹.

Enfin D. Della Porta affirme que le recrutement dans le groupe de pairs se fait, dans la seconde génération, à un rythme plus soutenu, impliquant des activistes souvent très jeunes. La littérature secondaire considère souvent qu'avec le temps, les militants d'ETA sont de plus en plus jeunes et ont une expérience directe avec les actions armées avant même d'entrer officiellement dans l'organisation (Della Porta, 2013, p. 134). Cette perspective prête également le flanc à la critique dans la mesure où les anciennes générations ont commencé la militance très jeunes, à l'entrée dans l'âge adulte et parfois même lorsque les militants étaient mineurs. Le Tableau 16 montre qu'au contraire au fil du temps les individus s'incorporent dans l'organisation à un âge plus avancé, ce qui correspond à un processus générationnel macrosocial de participation à la vie active tardive. Le service militaire obligatoire auquel les jeunes hommes basques n'ont pas échappé les familiarisait très tôt avec l'usage des armes et certains ont tiré profit de cette expérience au cours de leur engagement dans ETA. De façon générale, l'entrée dans la vie sociale était bien plus précoce pour les générations nées dans les années 1950-60 que pour celles nées dans les années 1970. Ce qui est vrai pour l'ensemble de la société, que les individus soient militants politiques ou non, vaut pour les militants illégaux. En revanche, après l'arrestation de Bidart en 1992, les cadres d'ETA sont plus jeunes et ont bénéficié d'une formation plus courte à leurs fonctions (voir Sánchez-Cuenca, 2009).

Conclusion

Le combat mené pour l'évolution de la situation au Pays basque durant la période contemporaine s'est étendu sur six décennies au moins. La lutte armée menée notamment par ETA et IK s'est déployée dans des contextes géographiques et historiques distincts. À rebours d'interprétations pas toujours nourries d'un recueil de données empiriques primaires, nous avons voulu saisir l'évolution des trajectoires et des motivations des acteurs de ce combat au fil des décennies et selon les contextes, historiques et géographiques, d'engagement. L'hypothèse d'une évolution des parcours et des mobiles d'engagement, d'une part, mais aussi des

¹ « Moi, j'ai vu les générations qui nous ont suivies, avec beaucoup moins de formation politique ou théorique, un niveau intellectuel beaucoup plus bas, une fanatisation, une radicalisation basée sur des mythes nationalistes. L'amalgame c'était le nationalisme : "être basque, c'est la chose la plus grande qui a pu m'arriver dans la vie". Cet amalgame de la part de tout un secteur de la gauche abertzale, de la gauche nationaliste qui a légitimé... Ils sont traités comme des égaux, pas comme des terroristes. Aujourd'hui encore, un mec qui a tué quatre personnes, il sort de prison, il est reçu comme un héros dans son village. Ça, c'est une perversion morale. C'est une morale, oui, la sienne ! La fanatisation, la radicalisation, c'est quand on est en possession de l'unique vérité, tous les autres se trompent et pire, ils sont des ennemis car ils ne se soumettent pas à nos dictats. »

répertoires de légitimation de la lutte armée, d'autre part, se voit-elle confirmée par les résultats de notre enquête ?

Concernant les modalités de recrutement au sein des groupes illégaux, nos travaux autorisent à conclure que l'« amplification identitaire » est plus remarquable dans les premières générations, c'est-à-dire à des époques où les groupes clandestins se trouvent en phases de structuration. Dès lors que ceux-ci parviennent à s'inscrire, par leurs actions, dans l'espace public, ils vont constituer pour les militants des pôles d'attraction, induisant des formes de « recherche d'identité » pour des militants insatisfaits de la situation sociopolitique au Pays basque. Si le processus de recrutement fondé sur l'« appropriation identitaire » semble plus caractéristique d'IK, en revanche il paraît plus développé dans les phases ultérieures de l'évolution d'ETA et semble avoir davantage été utilisé à l'occasion de l'enrôlement des dernières générations d'activistes.

L'évolution de ces modalités d'intégration aux organisations clandestines ne préjuge en rien de la gradualité du passage à l'illégalité et de l'usage de la violence. Quoique l'on ait considéré que cette progressivité s'effaçait au fil du temps dans ETA (Della Porta, 2013, p. 144), notre enquête souligne *a contrario* la progressivité de l'implication dans la lutte clandestine, y compris pour les générations d'acteurs, nées dans les années 1960 et après, c'est-à-dire ayant grandi dans le contexte de démocraties constitutionnelles. Cette gradualité s'explique notamment par l'existence d'une continuité entre les engagements légaux et illégaux aussi bien au sein de la G 2 que de la G 3. Une constante de l'interprétation de l'engagement clandestin par les acteurs est de le concevoir comme naturel, logique, évident, comme une continuité avec un engagement politique antérieur d'abord légal. Le cas d'individus passant directement à l'action illégale et plus encore à l'action clandestine violente est exceptionnel et non attesté dans notre enquête. Ainsi et contrairement aux conclusions de la littérature secondaire (Reinares, 2004 ; Della Porta, 2013), une large part des jeunes Basques, nés à partir des années 1970, a incorporé ETA sous la modalité de l'amplification d'un engagement politique antérieur dans le mouvement abertzale ou dans les organisations de jeunesse.

La continuité de ces parcours – du légal à l'illégal – et l'engagement s'expliquent donc moins par un héritage familial que par des motivations spécifiques et un cadrage de la situation politique en termes de forclusion de la SOP. En premier lieu, l'ancrage dans un héritage militant familial varie selon les générations. L'« ambiance familiale » et l'environnement dans lequel les individus de la G 1 ont grandi ont influencé les engagements individuels, via la *cuadra* ou les réseaux amicaux et de quartier en Hegoalde. *A contrario*, les plus jeunes générations civiles (G 3) semblent avoir davantage bénéficié de l'influence d'un engagement politique familial direct. En ce sens, les données que nous avons recueillies n'autorisent pas à conclure que les plus jeunes générations d'activistes sont moins issus de familles militantes, contrairement à la thèse soutenue par D. Della Porta (2013) ou Crettiez (2011).

En revanche, du côté de la G 2 l'incidence du contexte familial (de type abertzale) est soit absente, soit n'a pas été mentionnée comme un des éléments ayant pesé sur l'engagement individuel. Ce dernier, qui s'accompagne souvent de forts sentiments d'injustice, semble s'être moins nourri d'un héritage familial que de convictions personnelles. Au sein de cette deuxième génération de militants, les facteurs idéologiques s'affirment donc plus fortement que l'influence de l'histoire familiale.

En effet et en second lieu, les motivations de l'engagement politique dans leur diversité expliquent l'effet de continuité et la gradualité des parcours d'engagement. On note, au fil des décennies, une évolution de ces motifs. Le combat de la G 1 se décrirait plutôt comme une lutte pour la reconnaissance, pour la dignité, pour la réinstitution d'un sens de l'honneur et du respect. Elle exprime un souci identitaire et communautaire, notamment nourri par un désir de préservation et de reconnaissance de la langue basque. En revanche la G 2, portée par la vague politique du MNLV et les guerres de libération sur le plan international, défend un

projet de libération nationale et sociale. Elle est mue par un sentiment de continuité entre la dictature et la période postfranquiste, du côté d'ETA, et un sentiment très ancré de clôture de la SOP, du côté d'IK. Parmi ces deux générations, persistent la conscience de la spécificité du peuple basque et le souci de sa préservation. La plus jeune génération (G 3) est, pour sa part, explicitement portée par une injonction à l'action et se décrit comme la « génération du "il faut le faire" ». Cette caractéristique explique peut-être que l'on ait pu penser que le recrutement dans le groupe clandestin (ETA) se faisait plus rapidement et tendait à incorporer des individus plus jeunes. Les acteurs de la G 3 justifient enfin leur choix de la lutte armée comme un refus de la domination, de la répression et des injustices, motifs qui s'esquissaient également dans les générations antérieures. D'une génération à l'autre et quelles qu'en soient les déclinaisons, l'illégalité et l'action dite violente demeurent conçues comme une réaction à la violence structurelle et à la violence d'État imposées au Pays basque (Hegoalde et Iparralde) mais aussi comme un moyen de changer de société et de lutter contre les injustices.

En ce sens, la variation dans les trajectoires d'engagement des générations successives réside donc moins dans leur rapport à la violence (voir Della Porta, 2013) que dans une conscience et des motivations politiques qui évoluent et pèsent de façon distincte sur les trajectoires d'engagement illégal. La motivation de l'entrée dans l'organisation se formule, au fil des générations, de plus en plus comme relevant de motifs politiques au détriment d'autres facteurs, notamment culturels. Elle s'affirme, contrairement aux conclusions de la littérature secondaire, dans la quasi-totalité des discours des militants d'ETA des deux dernières générations (γ 3 et γ 4). Ce tropisme politique se confirme encore à travers l'interprétation que les activistes offrent de leur engagement. L'indétermination de leur implication qui s'exprimait, à l'époque de Franco, dans le fait de « faire quelque chose », de « participer » à un mouvement, à une résistance, de ne pas rester passif tend, au fil des générations, à se préciser. Pour celles nées dans les années 1960 et ultérieurement, l'implication clandestine est conçue comme un engagement total, un don de soi, un engagement existentiel.

Enfin et bien que les contextes historique et géographique aient évolué parmi les générations d'activistes rencontrés, on peut identifier la récurrence de l'incidence de certains événements macrosociaux sur les trajectoires individuelles. La référence à la répression, qu'elle touche directement l'individu, sa communauté ou des militants de la même orientation politique que l'acteur, intervient de façon constante comme un facteur institué comme décisif dans les trajectoires individuelles d'engagement illégal. Elle s'incarne, pour la G 1, dans la discrimination fondée sur un critère linguistique et culturel (doublé d'un héritage politico-historique : le républicanisme opposé au franquisme) et pour la G 2 dans la discrimination qui se retrouve dans la répression dont les Basques ont fait l'objet davantage que toute autre minorité en Espagne. Du côté de la G 3, ce sont les politiques antiterroristes et la répression institutionnelle systématique de la gauche abertzale, γ compris dans ses formes légales et associatives, qui a eu un rôle transformatif central. À travers les générations, la violence d'État, légale et illégale, est vécue et représentée comme un événement transformatif pesant sur les trajectoires d'engagement clandestin au Pays basque.

D'un point de vue cognitif, l'expérience de la répression confirme le sentiment de clôture de la SOP. Ce sentiment de fermeture nourrit une réinterprétation de la transition vers la démocratie comme s'inscrivant dans la continuité de l'époque franquiste. Le contexte du conflit au Pays basque contribue à mettre en lumière la déconnexion entre la structure objective des OP et le sentiment de clôture de cette structure, que ce soit dans le contexte de l'Espagne postfranquiste ou de celui de la France méditerranéenne. En effet, le sentiment de forclusion de la SOP s'avère plus prégnant et plus affirmé dans les générations qui entrent dans le militantisme après la mort de Franco ainsi que dans le contexte français d'un État dit ouvert. Toutefois ce sentiment s'explique objectivement par la persistance de formes de répression comme de la présence policière et militaire disproportionnées au Pays basque dans

un contexte de sortie du franquisme ou de gouvernement socialiste. En ce sens et s'agissant de l'Hegoalde, la rupture historique entre franquisme et post-franquisme se révèle non pertinente pour envisager et décrire l'évolution des motivations et des registres de légitimation de la lutte convoqués par les militants clandestins.

Annexes

Tableau 14 : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Organisation	Génération d'entrée en militance ¹	Années de détention ²	Profession du père
Elliot	M	1941	ETA-m	γ 1	1 an et 3 mois	Ouvrier
Tanguy	M	1945	ETA-V	γ 1	8 ans	Employé des services comptables
Justin	M	1946	ETA-m	γ 1	2 ans et 2 mois	Agriculteur
Amalia	F	1946	ETA-m	γ 1	8 ans	Ouvrier agricole
Zachary	M	1946	ETA-m	γ 1	-	Employé
Estrella	F	1949	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1 an	Agriculteur
Isabella	F	1949	ETA-m	γ 1	7 mois	Adulte handicapé
Gaya	F	1951	ETA	γ 2	6 mois	Agriculteur
Faysal	M	1952	ETA-m	γ 1	4 ans	Plombier qualifié
Iwann	M	1952	ETA-m	γ 2	-	Menuisier qualifié du bâtiment (menuisier)
Madeleine	F	1952	ETA-m	γ 1	5 ans	Ouvrier
Pantxo	M	1952	ETA-m	γ 1	9 ans	Boulangier
Fabienne	F	1953	ETA-pm	γ 1	4 ans	Ouvrier du bâtiment
Franck	M	1953	ETA-pm	γ 1	-	Agent civil de sécurité et de surveillance (gardien d'une grande entreprise)
Ferrucio	M	1953	ETA-m	γ 2	23 ans et 5 mois	Paysan
Amandine	F	1955	ETA-m	γ 2	-	Employé
Jacques	M	1955	ETA-m	γ 1	4 ans	Ouvrier
Idris	M	1955	ETA-pm	γ 2	-	Agriculteur
Ilyann	M	1955	ETA-pm	γ 1	14 ans	Employé
Leonardo	M	1955	ETA-pm	γ 2	1 ans	Employé
Pharel	M	1955	ETA	γ 4	16 mois	Ouvrier

¹ γ 1 : intégration avant la chute du franquisme (avant 1975) ; γ 2 : intégration pendant la transition dite démocratique (entre 1975-1982) ; γ 3 : intégration dans ETA-m (après 1982, *i.e.* après la scission et l'élection du gouvernement socialiste) ; γ 4 : intégration dans les années 1990 et après.

² Ces années ne correspondent pas toujours aux années de condamnation. Pour certains protagonistes, le nombre d'années de détention est seulement indicatif car le chiffre exact est identifiant, en particulier dans les groupes où ils ont été peu nombreux.

Thibault	M	1956	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1 an	Chef de petite entreprise
Mathieu	M	1956	ETA-m	γ 3	22 ans et demi	Fonctionnaire
Carlito	M	1957	ETA-m	γ 2	3 mois	Employé d'industrie
Jaad	M	1957	ETA-m	γ 1	3 ans	Agriculteur
Pierre	M	1957	ETA-pm	γ 2	7 ans	Technicien commercial (représentant d'outillage)
Elodie	F	1958	ETA-pm	γ 2	18 mois	Boulangier
Laureline	F	1958	ETA-m	γ 2	-	Chef d'entreprise
Benoît	M	1959	ETA-pm	γ 2	10 jours	Ouvrier
Jayden	M	1959	ETA-m	γ 3	1 an	Carrossier d'automobiles qualifié
Julien	M	1960	ETA-m	γ 2	2 ans et demi	Commerçant
Rémy	M	1961	ETA-m	γ 3	14 ans	Agriculteur
Louisa	F	1963	ETA-m	γ 2	-	Ouvrier
Nicolas	M	1963	ETA	γ 3	6 ans et demi	Chaudronnier
Jules	M	1963	ETA	γ 3	5 ans	Secrétaire maritime
Ekaitz	M	1964	ETA-m	γ 3	1 an	Menuisier
François	M	1964	ETA-m	γ 3	8 ans	Professeur
Isée	F	1964	ETA-m	γ 2	23 ans	Ébéniste
Xavier	M	1965	ETA	γ 3	8 ans	Employé
Jovani	M	1966	ETA-m	γ 3	22 ans	Employé de commerce
Elikia	F	1971	ETA	γ 4	3 ans	Chef de petite entreprise
Etan	M	1971	ETA	γ 4	3 ans	Charpentier
Dimitri	M	1973	ETA	γ 4	18 ans	Conducteur d'engin lourd de levage (grutier)
Martial	M	1975	ETA	γ 4	1 an (en attente de jugement)	Boucher
Blandine	F	1971	ETA	γ 4	4 ans	Chef de petite entreprise
Ianis	M	1979	ETA	γ 4	6 ans	Ingénieur
Sandrine	F	1981	ETA	γ 4	3 ans	Employé de l'industrie
Mona	F	1982	ETA	γ 4	13 ans	Concierge
Elyana	F	1984	ETA	γ 4	5 ans	Ouvrier de l'élevage (apiculteur)
Vicenzo	M	1962	Mouvance d'ETA	-	1 an	NR
Flavien	M	1966	Mouvance d'ETA	-	22 mois	Employé des services bancaires
Tanya	F	1944	IK logistique	γ 2	-	Commis de restaurant (garçon de café)
Maud	F	1953	IK logistique	γ 2	-	Agriculteur
Frédéric	M	1953	IK	γ 1	plus de 10 ans	Couvreur qualifié (charpentier)

Alexis	M	1957	IK politique	γ 2	6 mois	Agriculteur
Nicolo	M	1957	IK	γ 3	10 mois	-
Grégoire	M	1961	IK	γ 2	plus de 10 ans	Gendarme
Patxi	M	1961	IK	γ 2	5 ans	Conducteur qualifié d'engins de chantiers du bâtiment (conducteur de bulldozer)
Thierry	M	1962	IK	γ 2	1 an et demi puis gracié	Conducteur livreur (livreur de pommes de terre)
Paul	M	1963	IK	γ 2	6 ans et trois mois	Agriculteur
Laure	F	1963	IK	γ 2	9 mois	Agriculteur
Florian	M	1966	IK	γ 3	4 ans et huit mois	Conseiller technique agricole
Nahil	M	1968	IK	γ 3	6,5 ans	Ouvrier
Xavière	F	1960	Commandos Autonomes Anticapitalistes	γ 2	-	Maçon qualifié

Total : 64 enquêtés. Tous les enquêtés ayant incorporé ETA après 1982 appartiennent à ETA-m, seule branche de l'organisation perdurant.

Tableau 15 : Répartition générationnelle des enquêtés selon les décennies de naissance¹

<i>Individus nés dans les années</i>	1940	1950	1960	1970	1980
ETA	7	23	12	6	3
IK	1	4	7		
CAA			1		

Tableau 16 : Âge de l'entrée en militance illégale

<i>Génération d'entrée en militance</i>	<i>Avant 20 ans</i>	<i>Entre 20-23 ans</i>	<i>Entre 23-26 ans</i>	<i>Après 27 ans</i>
γ 1	8	6	1	2
γ 2	7	9	4	3
γ 3	3	4	5	1
γ 4	0	4	5	1

Références

Alcedo Moneo M., *Militar en ETA*, San Sébastian, Haranburu, 1994.

Alcedo Moneo M., *Militar en ETA, Historias de Vida y Muerte*, San Sébastian, Antropologia Haranburu Editor, 1996

¹ La date de naissance d'un des enquêtés (Vicenzo) manque.

Alonso Angela, « L'invention de soi : autobiographie et trajectoire sociale de Graça Aranha », *Brésil(s)*, [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 30 mai 2016, URL : <http://bresils.revues.org/1914>.

Alonso Martín et Fernando Molina, « Historical narratives, violence and nation. Reconsidering 'The Basque conflict' », in Rafael Leonisio et al. (eds.), *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres, Routledge, 2017, p. 163-183.

Antolín Matías, *Agur. ETA: el adiós a las armas de un militante histórico*, Madrid, Temas de hoy, 1997.

Baby Sophie, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 127, n° 3, 2015, p. 42-57.

Berger Peter et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.

Bosi Lorenzo, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional Irish Republican Army, 1969-1972 », *Social Science History*, vol. 36, n° 3, août 2012, p. 347-390.

Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62/63, juin 1986, p. 69-72.

Carrión López G., *ETA en los archivos secretos de la policía política de Franco, 1952-1969*, Alicante, Editorial Agua Clara, 2002.

Clark Robert P., *The Basque Insurgents : ETA, 1952-1980*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.

Clark R., *Patterns in the Lives of ETA Members*, in H. P. Merkl (dir.), *Political violence and terror : motifs and motivations*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1986, p. 283-309.

Collovald A. et B. Gaiti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaiti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.

Crettiez X., *La violence ethno-nationaliste contre l'État. Les exemples basque et corse*, Paris, Université Paris 1, thèse de doctorat de troisième cycle en science politique, 1997.

Crettiez Xavier, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.

Crettiez Xavier et Romain Sèze (dir.), « Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents », Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice, avril 2017.

Cuadros Daniela, « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques », *Cultures & Conflits*, n° 89, printemps 2013, p. 53-69. <http://journals.openedition.org/conflits/18639>

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Eisinger Peter K., « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, 1973, p. 11-28.

ETA, *La insurrección de Euskadi*, Cuadernos ETA, n° 20, Goiztiri, Bayonne.

Fanon Franz, *Les damnés de la terre* [1961], Paris, Gallimard, 1991.

Ferret Jérôme, « Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse *Kale Borroka* en Espagne », *Papeles del CEIC*, n° 84, septembre 2012, <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/84.pdf>, ISSN 1695-6494.

Ferret Jérôme, « Young radical nationalists: Prisoners of their own myth? The case of the *Kale Borroka* in the Spanish Basque country », in *Current Sociology*, vol. 62, n° 7, novembre 2014, p. 1017-1035.

Fillieule Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Fillieule O., « Post scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-215.

Fillieule Olivier, « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59.

- Fillieule Olivier, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.
- Guibet Lafaye Caroline, « “Comment peuvent-ils ne pas s’engager ?” Comprendre l’engagement de l’extrême gauche non partisane », *Participations*, n° 97, 2018, p. 165-198.
- Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l’engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019a.
- Guibet Lafaye Caroline, « Violence politique au Pays basque : la fin d’un conflit ? », *Eusko Ikaskuntza - Revista Internacional de Estudios Vascos (RIEV)*, San Sébastian, vol. 64, n° 1-2, 2019b, p. 116-150.
- Guibet Lafaye Caroline, *Un conflit au Pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020a.
- Guibet Lafaye Caroline, « Militantes clandestines dans le conflit armé basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. 19 | 2020b, <https://journals.openedition.org/champpenal/11572>.
- Hamilton Carrie, *Women and ETA: the gender politics of radical Basque nationalism*, Manchester, Manchester University Press, 2007.
- Hardin Russell, *One for All: The Logic of Group Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995.
- Idigoras Jon, *El hijo de Juanita Gerrickabeitia*, Tafalla, Txalaparta, 2000.
- Kanter R. M., « Commitment and Social Organization », *American Sociological Review*, vol. 33, 1968, p. 499-517.
- Krutwig Sagredo Federico, *Vasconia : estudio dialéctico de una nacionalidad*, Buenos Aires, Norbait, 1963.
- Kurzman C., « Structural Opportunities and Perceived Opportunities in Social-Movement Theory: Evidence from the Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, vol. 61, 1996, p. 153-170.
- Lacroix Isabelle, « Les femmes dans la lutte armée au Pays basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. VIII | 2011, mis en ligne le 11 juin 2011.
- Leclercq C., « Histoires d’“ex”. Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français », thèse pour le doctorat de science politique, Institut d’études politiques, Paris, 2008.
- Leonisio Rafael, Fernando Molina et Diego Muro (eds.), *ETA’s Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres, Routledge, 2017.
- Mathieu Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d’un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n° 3, 2004, p. 561-580.
- Matonti F. et F. Poupeau, « Le capital militant (1), *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 155, 2004, p. 5-11.
- McAdam D., J. D. McCarthy et M. N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- McAdam D., S. Tarrow et C. Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Meyer David S. et Suzanne Staggenborg, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity », *The American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 6, 1996, p. 1628-1660.
- Mouesca Gabriel, *La Nuque raide*, Paris, éd. Philippe Rey, 2006.
- Passerini L., *Fascism in Popular Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- Petithomme Mathieu, « Commémorer les “gudaris” d’hier pour légitimer la violence d’aujourd’hui. Une étude socio-historique du détournement du Bizkargi et de l’Alberitia Eguna au Pays basque », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 42, 2015, p. 105-135.
- Portelli Alessandro, « The Peculiarities of Oral History », *History Workshop Journal*, vol. 12, n° 1, Automne 1981, p. 96-107.

- Pudal Bernard, *Prendre parti*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.
- Reinares F., « Who are the terrorists? Analyzing changes in sociological profile among members of ETA », *Studies in Conflict and Terrorism*, n° 27, 2004, p. 465-488.
- Reinares Fernando, *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid, éd. Taurus, 2001.
- Reinares Fernando et Werner Herzog, « Baskenland: Es hat uns unvorbereitet getroffen », in Peter Waldmann (dir.), *Beruf: Terrorist*, Munich, Beck, 1993, p. 16-41.
- Richard Élodie et Charlotte Vorms, « Les historiens pris dans les conflits de mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 127, n° 3, 2015, p. 3-12.
- Richards Michael, *A Time of Silence: Civil War and the Culture of Repression in Franco's Spain, 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Sánchez-Cuenca Ignacio, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, p. 609-629.
- Sawicki F. et J. Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol. 51, n° 1, janvier-mars 2009, p. 97-125.
- Shirlow P., J. Tonge, J. McAuley et C. McGlynn, *Abandoning Historical Conflict? Former Political Prisoners and Reconciliation in Northern Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2010.
- Smith J., « Semi-structured interviewing and qualitative analysis », in J. Smith, R. Harre, et L. V. Langenhove (dir.), *Rethinking Methods in Psychology*, Londres, Sage, 1995, p. 9-26.
- Snow D. A. et D. McAdam, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus », in Sheldon Stryker, Timothy Owens et Robert White (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, p. 41-67.
- Snow D.A. et Machalek R.A., « The Sociology of Conversion », *Annual Review of Sociology*, vol. 10, 1984, p. 167-190.
- Tarrow Sydney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, CUP, 1994.
- Thompson P., *The voice of the past: oral history*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
- Tilly Charles, *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company (Mass.), 1978.
- Uriarte Eduardo, *Mirando atrás. Del proceso de Burgos a la amenaza permanente*, Barcelone, Ediciones B., 2005.
- Voëgtli Michael, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !”. L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », in O. Fillieule et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.
- Whittier N., « Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, 1997, p. 760-778.
- Zumalde Xabier, *Mi lucha clandestina en ETA: memorias del primer jefe del Frente Militar, 1965-1968*, Arrigorriaga, Status, 2004.